



CONSEIL INDEPENDANT
EN ENVIRONNEMENT



à Mont de Marsan (40)

***Porter à connaissance au titre de l'article R 181-46
du Code de l'Environnement***

GES n°19588

Mai 2021

AGENCE OUEST

5, rue des Basses Forges
35530 NOYAL-SUR-VILAINE
Tél. 02 99 04 10 20
Fax 02 99 04 10 25
e-mail : ges-sa@ges-sa.fr

AGENCE NORD-EST

80 rue Pierre-Gilles de Gennes
02000 BARENTON BUGNY
Tél. 03 23 23 32 68
Fax 09 72 19 35 51
e-mail : ges-laon@ges-sa.fr

AGENCE EST

870 avenue Denis Papin
54715 LUDRES
Tél. 03 83 26 02 63
Fax 03 26 29 75 76
e-mail : ges-est@ges-sa.fr

AGENCE SUD-EST-CENTRE

139 impasse de la Chapelle - 42155
ST-JEAN ST-MAURICE/LOIRE
Tél. 04 77 63 30 30
Fax 04 77 63 39 80
e-mail : ges-se@ges-sa.fr

AGENCE SUD-OUEST

Forge
79410 ECHIRÉ
Tél. 05 49 79 20 20
Fax 09 72 11 13 90
e-mail : ges-so@ges-sa.fr

SOMMAIRE

I	INTRODUCTION	3
II	NOTICE DE RENSEIGNEMENTS.....	4
2.1	IDENTITE DU DEMANDEUR.....	4
2.2	LOCALISATION DU SITE.....	4
2.3	SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE.....	4
2.4	PRESENTATION DE L'ACTIVITE	5
2.5	OBJET DU DOSSIER.....	6
2.6	PRESENTATION DU PROJET.....	7
2.7	MISE A JOUR DU CLASSEMENT DU SITE.....	10
III	NOTICE D'INCIDENCE	17
3.1	IMPACT SUR LE SITE.....	17
3.2	IMPACT SUR L'EAU.....	19
3.3	IMPACT SUR L'AIR.....	20
3.4	IMPACT SUR LE BRUIT.....	20
3.5	IMPACT SUR LES DECHETS.....	21
3.6	IMPACT SUR LA SANTE.....	21
IV	DISPOSITIONS PREVUES EN CAS DE SINISTRE	22
4.1	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	22
4.2	MESURES DE PREVENTION DU RISQUE D'INCENDIE	23
4.3	MOYENS DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE	24
4.4	MODELISATION DU RISQUE INCENDIE	24
V	EVALUATION DU CARACTERE NON SUBSTANTIEL.....	28
5.1	CRITERES POUR UNE MODIFICATION SUBSTANTIELLE.....	28
5.2	APPLICATION	28

I INTRODUCTION

La société SCALANDES est une entité du mouvement E. LECLERC ayant pour vocation à fournir les produits des magasins de l'enseigne E. LECLERC de Nouvelle Aquitaine.

La société exploite un complexe d'entrepôts situé sur les communes de Mont-de-Marsan et Saint-Avit dans le département des Landes (40) :

- Mont de Marsan (site de Pémégan) : 2 entrepôts secs (SCA 2 et SCA 3), 1 entrepôt frigorifique en froid positif (SCA 1) et 1 entrepôt frigorifique en froid négatif (SCA 4),
- Saint-Avit (site de Mamoura) : 1 entrepôt sec (SCA 5).

Pour le site de Pémégan, la SCALANDES dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 24 octobre 2019 (fourni en annexe 1).

Dans la continuité de son projet d'évolution, la SCALANDES a pour projet d'étendre le site de Pémégan en construisant, un nouvel entrepôt frais (SCA 6) et un bâtiment pour le stockage des palettes vides et le transit de déchets (Reverse Logistic).

Conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'Environnement, la SCALANDES doit donc porter à la connaissance de la Préfecture l'ensemble des modifications prévues dans son projet.

Dans le cadre de ce porter à connaissance relatif au projet d'extension, la SCALANDES souhaite par ailleurs mettre à jour son classement au titre de la Nomenclature des Installations Classées du fait des récentes évolutions.

Ce dossier est constitué conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'Environnement.

Il comprend :

- une notice de renseignements, avec :
 - l'identité du demandeur,
 - la présentation de la situation administrative autorisée et réelle,
 - le classement ICPE actualisé du site compte tenu des évolutions réglementaires,
- une notice d'impact,
- une description des dispositions retenues en cas de sinistre,
- des annexes et des plans.

Ce dossier a été établi par la société GES¹ représentée par son Directeur, d'après les informations transmises par la société SCALANDES ou ses prestataires.

¹ GES – Z.I des Basses Forges - 35530 NOYAL SUR VILAINE - Tél. 02.99.04.10.20 - Fax 02.99.04.10.25 - E-mail : GES-SA@ges-sa.fr

II NOTICE DE RENSEIGNEMENTS

2.1 IDENTITE DU DEMANDEUR

Dénomination :	SCALANDES		
Siège social :	430 Rue Monge 40000 Mont de Marsan		
Forme juridique :	Société coopérative de commerçants à conseil d'administration		
Capital social :	280 800 €		
Lieu d'implantation et d'exploitation du site pour lequel est faite la demande :	430 Rue Monge 40000 Mont de Marsan		
Téléphone :	05 58 05 55 55		
N° SIRET :	383 197 563 00018		
Code APE :	4617 A : centrales d'achat alimentaire		
Nom et qualité du signataire :	M. Claude BOUILLARD - Directeur		
Personne chargée du dossier :	M. Rémi REQUENNA – Contrôleur de gestion		
Références cadastrales des parcelles occupées par le site étendu	Commune	Section	Parcelles
	MONT DE MARSAN	CA	29, 212, 262, 264, 266, 267, 269, 306, 315, 322, 345, 346

2.2 LOCALISATION DU SITE

La carte présentée en annexe P1 permet de localiser le site.

Le site de Pémégnan est implanté sur la commune de Mont de Marsan, au nord-est de la ville, dans le département des Landes (40).

L'établissement est bordé :

- par la route départementale RD932E, permettant le contournement de la ville de Mont de Marsan, puis des espaces boisés, à l'est ;
- des entreprises, puis des espaces boisés, au sud ;
- des zones d'activités à l'ouest et au nord.

Un centre d'accueil de gens du voyage est installé en limite de propriété nord-ouest.

Le lieu où est implanté l'établissement est classé en zone U selon le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : cette zone a vocation à accueillir des activités industrielles.

2.3 SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE

Pour le site de Pémégnan, la SCALANDES dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 24 octobre 2019 (fournis en annexe 1).

Les rubriques de la Nomenclature des Installations Classées, pour lequel est connu le site, sont les suivantes :

Tableau 2.1 : Classement du site au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Rubriques	Activités	A/D	Observations
1510-1	Entrepôts couverts contenant plus de 500 tonnes de matières combustibles	A	Volume : 507 930 m ³
1185-2-a	Emploi de gaz à effets de serre fluorés	DC	1 870 kg
1511-3	Entrepôts frigorifiques	DC	19 200 m ³
1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	D	1 350 m ³
2714-2	Installation de transit de déchets non dangereux	D	900 m ³
2910-A-2	Installations de combustion	DC	3, 97 MW
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	D	482,2 kW
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables	D	32 t
4510-2	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	DC	45 t
4511-2	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	DC	100 t
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole de titre alcoométrique supérieur à 40%	DC	190 m ³

2.4 PRESENTATION DE L'ACTIVITE

L'activité des entrepôts de la SCALANDES est la réception, le stockage et la redistribution de produits destinés à être vendus dans les magasins de l'enseigne E.LECLERC.

Cette centrale assure donc les fonctionnalités suivantes :

- passage des commandes aux fournisseurs,
- réception et stockage des produits livrés,
- préparation des commandes,
- expédition des commandes vers les magasins.

Les produits réceptionnés et stockés sont ceux de la grande distribution ; ils regroupent donc un grand nombre de références qui peuvent être classées suivant des familles de produits :

- **Alimentaires** : produits alimentaires secs conditionnés en emballage plastique, métallique, verre ou carton (biscuits, céréales, plats cuisinés, condiments,...).
- **Liquides** : produits liquides conditionnés en verre, plastique ou carton (eau, soda, bière, lait, jus de fruits, soupes,...).
- **Alcools de bouche** : apéritifs, liqueurs, vins, champagne, spiritueux,...
- **Surgelés** : produits alimentaires surgelés en emballage carton ou plastique (poissons, viandes, pizzas, plats surgelés,...).
- **Produits frais** : yaourts, fromages, pâtisseries industrielles,...
- **Droguerie, Hygiène** : produits de nettoyage (liquide vaisselle, assouplissant, lessive, nettoyant ménager,...), d'entretien (nettoyant vitre, lingettes, éponges, blocs WC, désodorisants...), combustibles (alcool ménager, pétrole lampant,...).
- **Produits automobiles** : produits d'entretien automobile (huiles moteur, lubrifiant, lave-glace, liquide de refroidissement,...).
- **Bazar** : produits divers saisonniers ou non (outillage, quincaillerie, jardinage, vaisselle, peinture, lasure, colle, jouets, peluches, charbon,...).

Les stockages peuvent s'effectuer à température ambiante ou à température contrôlée, positive (0-10 °C) ou négative (environ - 20 °C).

Les grandes familles de produits stockées dans les différents entrepôts du site de Pémégan sont les suivantes :

- Entrepôt SCA 1 : produits frais, fruits et légumes,
- Entrepôt SCA 2 : alimentaire, liquides, alcools, droguerie, hygiène,

- Entrepôt SCA 3 : alimentaire, liquide,
- Entrepôt SCA 4 : alimentaire surgelé.

En plus des entrepôts, un bâtiment dénommé « GIE », abrite des bureaux, le service informatique et le restaurant d'entreprise.

La configuration actuelle du site est visible sur l'extrait de plan ci-après.



2.5 OBJET DU DOSSIER

Du fait de l'évolution de son activité, Scalandes a prévu d'étendre son site de Pémégan. Dans une première phase ayant fait l'objet d'un précédent porter à connaissance, Scalandes a étendu son entrepôt surgelé (SCA 4).

Dans cette seconde phase, Scalandes projette la construction d'un nouvel entrepôt frigorifique (SCA 6) et d'un bâtiment de stockage de palettes vides (Reverse logistic). Ce projet s'accompagne de modifications de voiries et de la création de nouveaux parkings pour les employés.

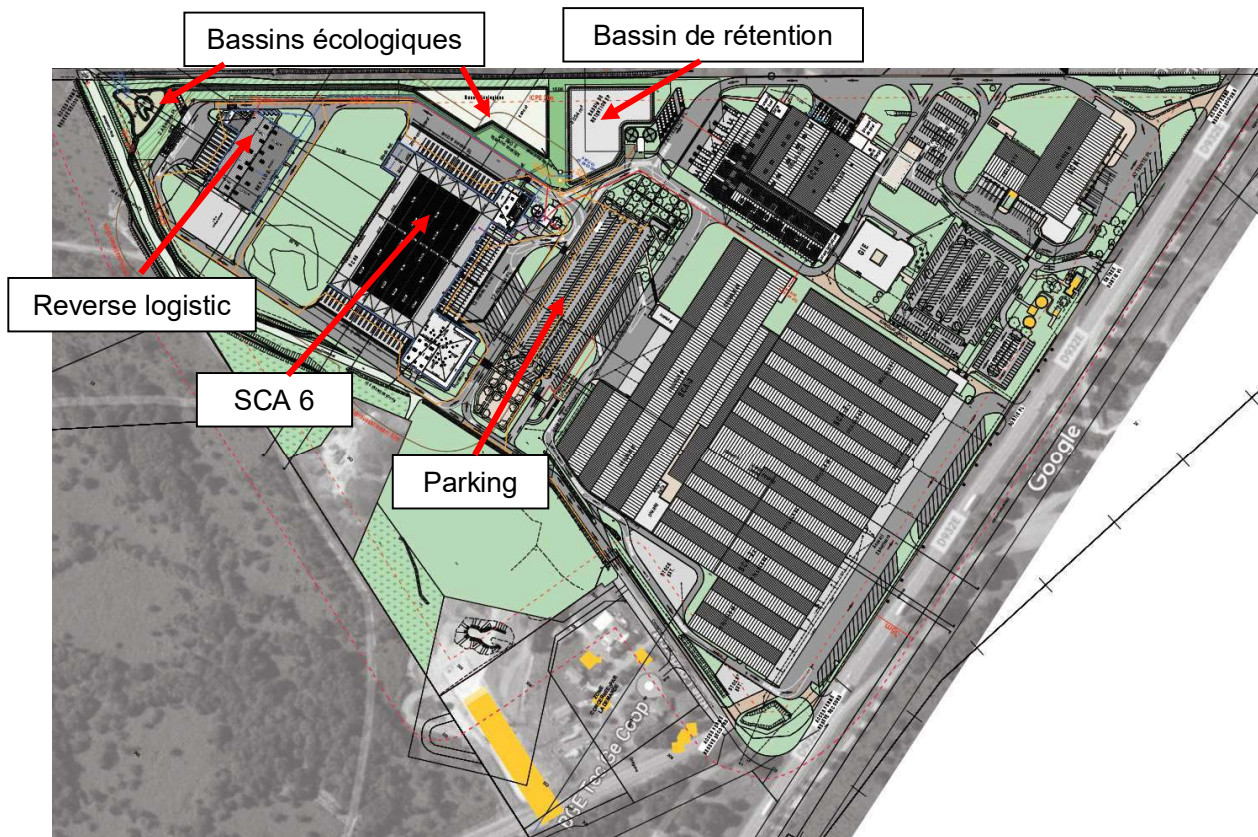
En parallèle à ce projet, il est apparu des évolutions des modalités de classement des entrepôts au titre des rubriques 1510 et 1511 qui, sans fondamentalement changer le classement du site, nécessitent une mise à jour des rubriques.

Le présent dossier a pour objet de présenter les modifications sollicitées dans le cadre du projet d'extension et de mettre à jour la situation administrative pour l'ensemble du site de Pémégan.

2.6 PRESENTATION DU PROJET

Dans le cadre du projet d'extension, il est prévu les modifications suivantes (cf extrait du plan de masse ci-après, le plan complet étant en annexe P3) :

- Nouvel entrepôt SCA 6 de 12 410 m² (dont 10 061 m² de cellule de stockage),
- Nouveau bâtiment Reverse logistic de 2 990 m² (dont 2 627 m² de stockage),
- Extension du bassin de rétention qui recueillera désormais l'ensemble des eaux pluviales de SCA 4, SCA6, Reverse logistic et les voiries associées,
- Création de 2 bassins d'infiltration « écologiques »,
- Création d'un nouveau parking pour le personnel de 292 places,
- Réorganisation des voiries et sens de circulation.



L'entrepôt SCA 6 sera conçu pour répondre aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 20217 modifié intégrant notamment les dispositions constructives suivantes :

- Structure : poteaux métalliques R15,
- Parois extérieures : panneaux isothermes Bs3d0,
- Sol : béton A1 fl,
- Couverture : bac acier A2s1d0,
- Isolants de supports de couverture : Bs3d0.

L'entrepôt sera sprinklé.

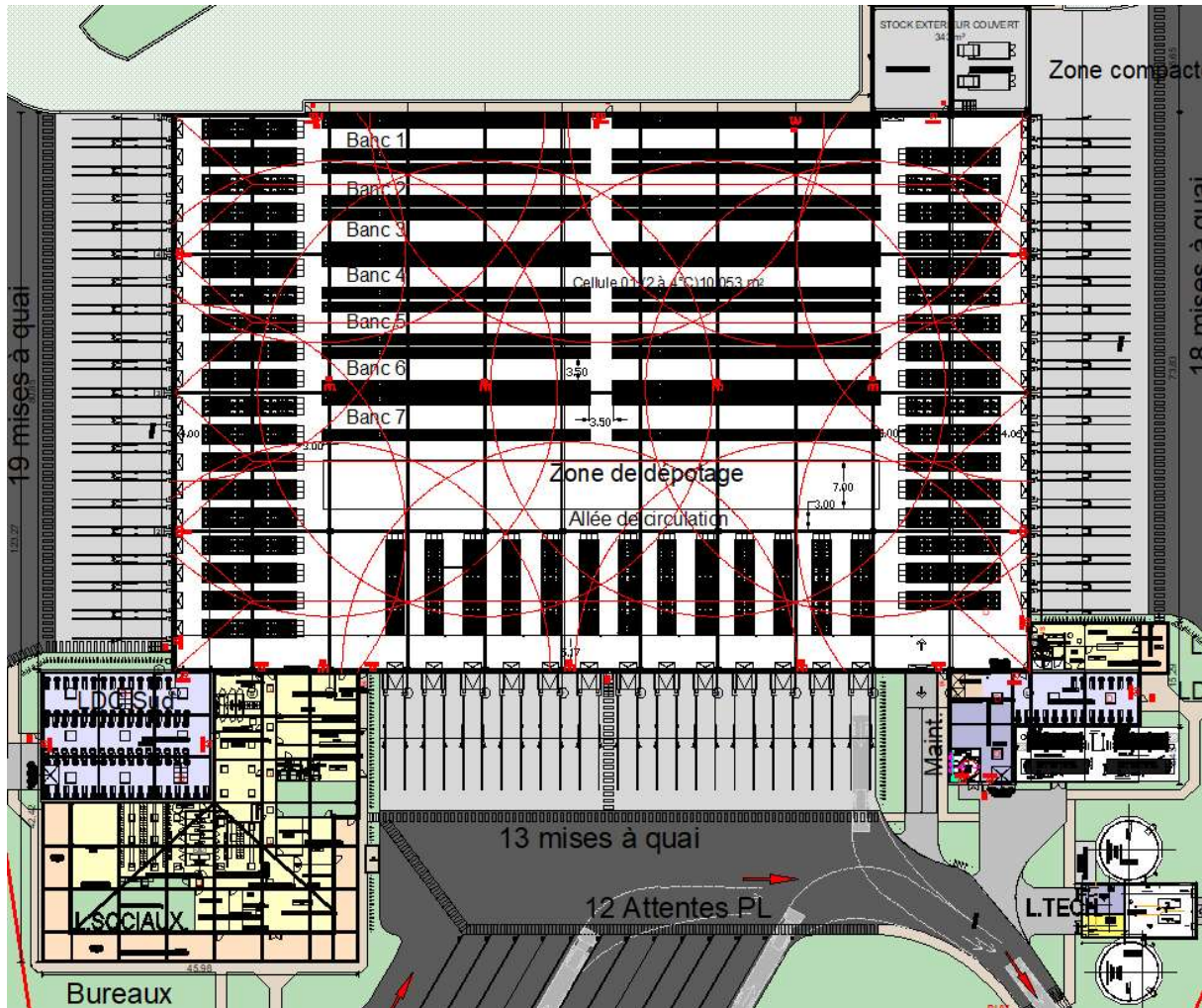
Les locaux sociaux seront isolés de la cellule de stockage par des parois séparatives coupe-feu REI120 avec portes coupe-feu EI120.

Les locaux de charge posséderont des parois et un plafond coupe-feu REI 120 avec une porte coupe-feu EI120. Ils seront équipés d'un extracteur d'urgence asservi à des sondes de détection d'hydrogène et d'un éclairage de secours ADF.

Les locaux techniques (transformateur, TGBT, local sprinklage) seront construits avec des parois et plafonds coupe-feu REI120 et seront placés à plus de 30 m de l'entrepôt.

Dans le cadre du projet, il est par ailleurs prévu la mise en place de panneaux photovoltaïques sur la toiture de SCA 6 en respectant les prescriptions de l'arrêté du 5 février 2020.

La configuration de l'entrepôt est visible sur l'extrait de plan ci-après (plan complet en annexe P4).



Comme l'entrepôt SCA 6, le bâtiment Reverse logistic sera conçu pour répondre aux prescriptions réglementaires avec notamment les dispositions constructives suivantes :

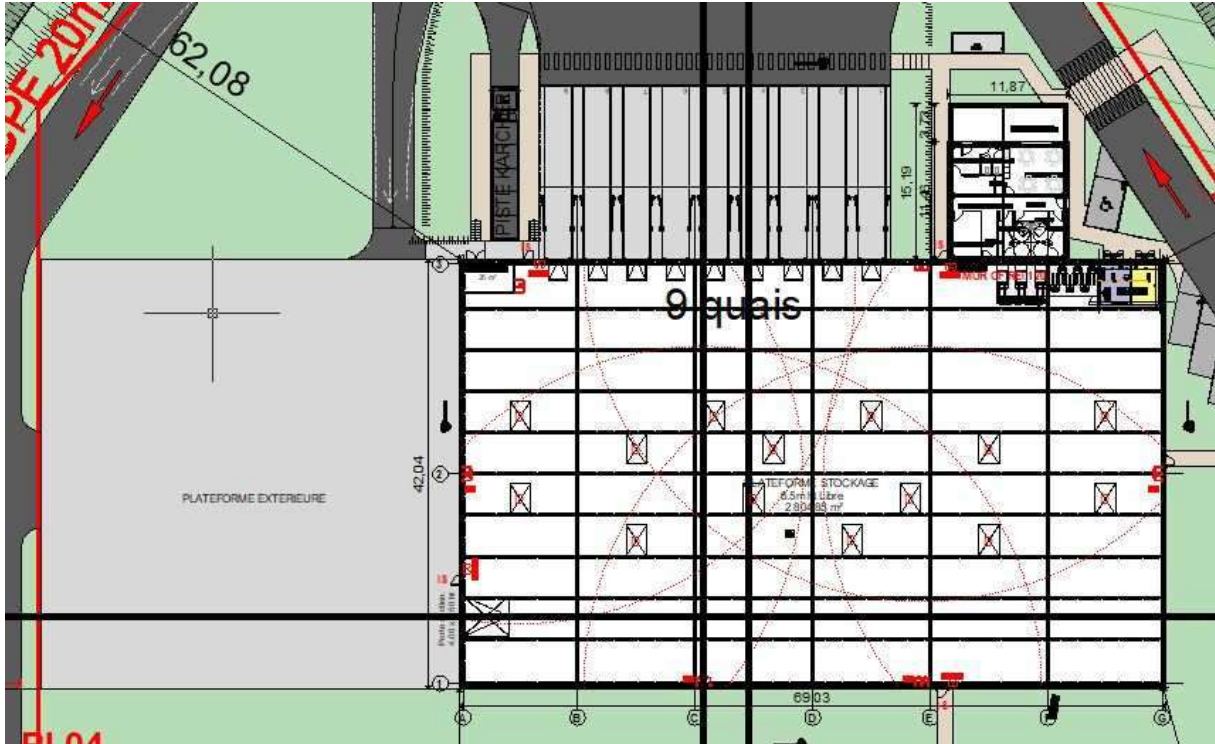
- Structure : poteaux métalliques R15,
- Parois extérieures : parois A2s1d0,
- Sol : béton A1 fl,
- Couverture : bac acier A2s1d0,
- Isolants de supports de couverture : A2s1d0,
- Lanterneaux de désenfumage : non goûtant d0.

Le bâtiment sera désenfumé à hauteur de 2 % de la surface de la cellule ; d'une surface inférieure à 3 000 m², il ne sera pas sprinklé.

Les locaux sociaux seront isolés de la zone de stockage par des parois séparatives coupe-feu REI120 avec portes coupe-feu EI120.

Le local électrique (transformateur, TGBT) sera construit avec des parois et plafonds coupe-feu REI120, avec porte coupe-feu EI120.

La configuration du bâtiment est visible sur l'extrait de plan ci-après (plan complet en annexe P4).



2.7 MISE A JOUR DU CLASSEMENT DU SITE

Seules les rubriques modifiées dans le cadre du présent projet sont présentées, celles n'étant pas modifiées ne sont reprises que dans la synthèse.

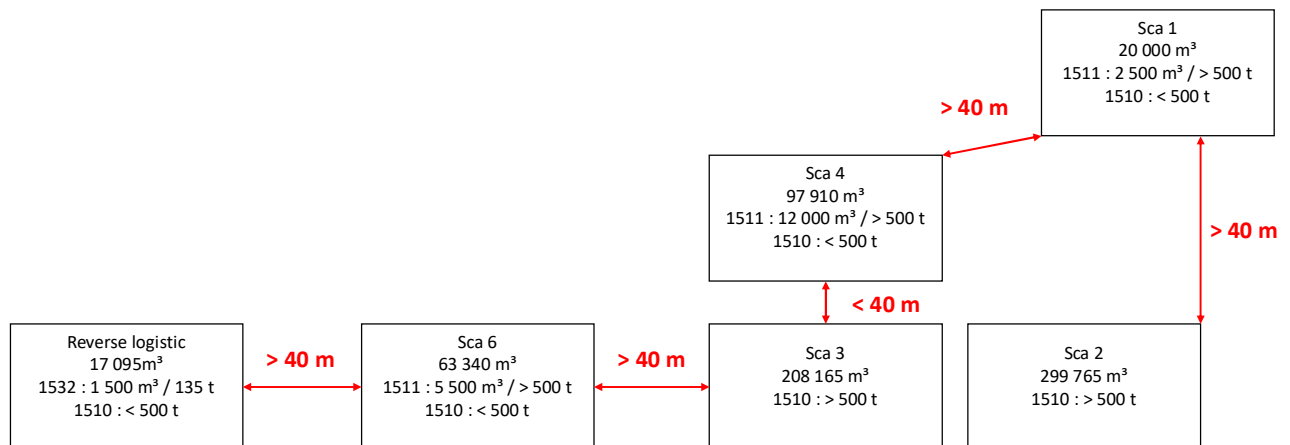
2.7.1 Capacité de stockage

Suite à la parution du guide de classement du 5 février 2021 relatif à l'application de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié, le classement des entrepôts se raisonne désormais selon leur délimitation en Installations Pourvues d'une toiture Dédiées au stockage (IPD).

Nous ne détaillerons pas dans ce dossier l'ensemble des règles de classement établies dans ce guide (qui est consultable sur le site aida.ineris.fr), mais nous rappelons qu'il convient de réaliser 4 étapes successives :

1. recenser les IPD relevant du périmètre 1510 ;
2. identifier les différents groupes d'IPD ;
3. exclure du périmètre 1510 les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;
4. Détermination du classement ICPE.

Le schéma ci-après recense les IDP et leurs caractéristiques.



Le site comprend 4 IPD :

- A : SCA 1 : IPD isolée,
- B : SCA 2,3 et 4 : groupe d'IPD séparés d'une distance inférieure à 40 m,
- C : SCA 6 : IPD isolée,
- D : Reverse logistic : IPD isolée.

En application des règles de classement du guide :

- Les IPD ou groupe d'IPC A et B sont classables sous la rubrique 1510,
- L'IPD C est classable sous la rubrique 1511,
- L'IPD D est classable sous la rubrique 1532.

Le classement des entrepôts au titre des rubriques 1511 et 1510 est présenté ci-après (le classement au titre de la rubrique 1532 est présenté au § 2.7.6).

Tableau 2.2 : Classement actualisé du site sous la rubrique 1510

Entrepôts	Volume d'entrepôt (m ³)	Régime de classement 1510
Entrepôt SCA 1	20 000	Tonnage > 500 t Volume d'entreposage compris entre 300 000 m ³ et 900 000 m ² Régime = Enregistrement
Entrepôt SCA 2	299 765	
Entrepôt SCA 3	208 165	
Entrepôt SCA 4	97 910	
TOTAL	625 840	

Tableau 2.3 : Classement actualisé du site sous la rubrique 1511

Entrepôts	Volume de produits (m ³)	Régime de classement 1511
Entrepôt SCA 6	5 500	5 000 m ³ < Volume de produits < 50 000 m ³ Régime = Déclaration
TOTAL	5 500	

Le site :

- Le site relèverait désormais du régime de l'enregistrement sous la rubrique **n°1510**, applicable aux entrepôts non frigorifiques ; par antériorité la Scalandes sollicite cependant le maintien du régime de **l'autorisation** pour son site de Pémégnan.
- reste soumis à un régime de **déclaration** sous la rubrique **n°1511**, applicable aux entrepôts frigorifiques.

2.7.2 Installations de combustion

Une chaudière assure le chauffage du bâtiment GIE et deux groupes électrogènes assurent le secours électrique des entrepôts frigorifiques SCA 1 et SCA 4, et un troisième sera mis en place pour SCA 6. L'installation de sprinklage actuelle sera remplacée par une installation protégeant les entrepôts SCA 2, 3 et 6. Des motopompes seront présentes pour cette installation ainsi que pour le et le surpresseur d'alimentation du réseau incendie.

Tableau 2.4 : Installations de combustion du site

Emplacement	Type d'installation	Combustible	Puissance thermique (kW)
Bâtiment GIE	Chaudière	Gaz naturel	400
Entrepôt SCA 1	Groupe électrogène	Gasoil	1 870
Entrepôt SCA 4	Groupe électrogène	Gasoil	1 700
	Groupe électrogène 2020	Gasoil	1 300
Entrepôt SCA 6	Groupe électrogène	Gasoil	5 000
Nouveau sprinklage	Motopompe	Fioul domestique	2 x 400
Surpresseur	Motopompe	Fioul domestique	350
TOTAL			11 420

Avec une puissance cumulée de 11 420 kW, le site reste soumis à **déclaration** sous la rubrique **2910**.

2.7.3 Installation de réfrigération utilisant des fluides non toxiques

Dans le cadre de ce projet, l'installation frigorifique de l'entrepôt SCA 6 sera une installation de type CO2 transcritique.

Le tableau ci-après présente les différents équipements de réfrigération, le type et la quantité de fluide frigorigène à terme.

Tableau 2.5 : Installations de réfrigération

Bâtiment	Installation	Type de fluide	Quantité (kg)
Entrepôt SCA 1	Installation 2020	CO2	225 kg
	Installation GF2	R449A	140 kg
	Installation GF5	R449A	100 kg
Entrepôt SCA 4	Installation 2006	R449A	900 kg
	Installation 2015	CO2	250 kg
		R134A	330 kg
	Installation 2020	CO2	300 kg
R1234ze		400 kg	
Entrepôt SCA 6	Nouvelle installation	CO2	1 200 kg

L'utilisation du CO2 comme fluide frigorigène ne relève d'aucune rubrique de la Nomenclature des Installations Classées.

Par contre, l'emploi des fluides R134A, R449A et R1234ze est visé par la rubrique 1185-2.

La quantité de ces fluides frigorigènes présente dans les installations est de 1 870 kg.

L'emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effets de serre fluorés relève de la rubrique **1185-2**. La quantité de fluide susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure à 300 kg, le site reste classé sous le régime de la **déclaration**.

2.7.4 Chargeurs d'accumulateurs

Les locaux de charge sont classables sous la rubrique **2925**, lorsque que la puissance distribuée est supérieure à 50 kW.

L'entreprise possède 7 locaux de charge pour l'alimentation de ses chariots élévateurs électriques. Dans le cadre de la création de SCA 6, deux nouveaux locaux vont être construits.

Tableau 2.6 : Locaux de charge

Emplacement	Local	Puissance
SCA 1	Local de charge	44,5 kW
SCA 2	Local de charge « petit »	46,4 kW
	Local de charge « grand »	167,6 kW
SCA 3	Local de charge	147,5 kW
SCA 4	Local de charge 2004	22,3 kW
	Local de charge 2015	17,3 kW
	Local de charge 2020	40,6 kW
SCA 6	Nouveau local de charge nord	65 kW
	Nouveau local de charge sud	300 kW
TOTAL		851,2 kW

Les locaux de charge restent soumis à **déclaration** au titre de la rubrique **2925** de la Nomenclature des Installations Classées (seuil de 50 kW).

2.7.5 Stockage de produits pétroliers

Le stockage de produits pétroliers (gasoil, fioul domestique) relève de la rubrique **4734**.

Tableau 2.7 : Stockage d'hydrocarbures sur le site

Localisation	Produit stocké	Caractéristiques du stockage	Volume stocké	Quantité stockée
A proximité du groupe électrogène de SCA 4	Gasoil	Cuves enterrées double peau	2 x 20 m ³	33,6 t
A proximité du groupe électrogène de SCA 1				
Dans le nouveau local de sprinklage	Fioul domestique	Cuve aérienne double enveloppe	1 m ³	0,84 t
Dans le local surpresseur		Cuve aérienne double enveloppe	1 m ³	0,84 t

Le stockage de produits pétroliers en cuves souterraines relève de la rubrique **4734-1**. La quantité de gasoil stockée étant inférieure à 250 t, le site n'est **pas classable**.

Le stockage aérien de produits pétroliers relève de la rubrique **4734-2**. La quantité de fioul domestique stockée étant inférieure à 100 t, le site n'est **pas classable**.

2.7.6 Stockage de palettes

Les dépôts de bois relèvent d'une rubrique spécifique (**1532**).

Au stockage de palette présent dans le nouveau bâtiment de Reverse logistic (1 500 m³), s'ajoute le stockage de palette présent à l'extérieur au sud de SCA 2 (1 350 m³).

Au global, ce stockage de palettes représentera un volume global de l'ordre de **2 850 m³**.

Le dépôt de bois ou de matériaux combustibles analogues relève de la rubrique **n°1532** de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Le volume stocké étant de 2 850 m³, ce dépôt est soumis à **déclaration** (quantité de matériaux combustibles stockée comprise entre 1 000 m³ et 20 000 m³).

2.7.7 Synthèse

Nous présentons ci-après les évolutions du classement du site de la SCALANDES au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Tableau 2.8 : Evolutions du classement du site

Rubrique	Activité	Situation actuelle		Situation projet		
		Capacité	Rég.	Capacité	Régime*	
1510-1	Stockage de produits combustibles en entrepôt couvert. Le volume de stockage étant supérieur à 300 000 m ³	507 930 m ³	A	625 840 m³	A	Régime non modifié La capacité doit être ajustée
1185-2	Emploi de gaz à effets de serre fluoré La quantité présente dans les installations étant supérieure à 300 kg	1 870 kg	D	1 870 kg	D	Régime non modifié
1511-3	Entrepôts frigorifiques	19 200 m ³	DC	5 500 m ³	DC	Régime non modifié La capacité doit être ajustée
1532-2	Stockage de bois La quantité stockée étant comprise entre 1 000 et 20 000 m ³	1 350 m ³	D	2 850 m ³	D	Régime non modifié La capacité doit être ajustée
2714-2	Installation de transit de déchet non dangereux Le volume susceptible d'être présent étant compris entre 100 et 1000 m ³	900 m ³	D	900 m ³	D	Régime non modifié
2910-A-2	Installation de combustion <i>La puissance étant comprise entre 1 et 20 MW</i>	3 970 kW	DC	11 420 kW	DC	Régime non modifié La capacité doit être ajustée
2925	Atelier de charge d'accumulateur La puissance maximale disponible étant supérieure à 50 kW	482,2 kW	D	851,2 kW	D	Régime non modifié La capacité doit être ajustée
4320-2	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz ou des liquides inflammables La quantité susceptible d'être présente étant comprise entre 15 et 150 t	32 t	D	32 t	D	Régime non modifié
4510-2	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1 La quantité susceptible d'être présente étant comprise entre 20 et 100 t	45 t	DC	45 t	DC	Régime non modifié
4511-2	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité susceptible d'être présente étant comprise entre 100 et 200 t	100 t	DC	100 t	DC	Régime non modifié
4755-2	Stockage d'alcools de bouche La quantité susceptible d'être présente étant comprise entre 50 et 500 m ³	190 m ³	DC	190 m ³	DC	Régime non modifié
4331	Stockage de liquides inflammables	26 t	NC	26 t	NC	-
4734-1	Stockage enterré de produits pétroliers	33,6 t	NC	33,6 t	NC	-
4734-2	Stockage aérien de produits pétroliers	0,84 t	NC	1,68 t	NC	-

* A : autorisation / D : déclaration / DC : déclaration avec contrôle / NC : non classé

Le nouveau classement intégrant ces évolutions est présenté ci-après.

Tableau 2.8 : Mise à jour du classement

Rubrique	Intitulé	Situation future	
		Capacité	Rég.
1510-1	Stockages de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts	625 840 m ³	A
1185-2	Emploi de gaz à effets de serre fluorés	1 870 kg	D
1511-3	Stockage en entrepôt frigorifique	5 500 m ³	DC
1532-2	Stockage de bois	2 850 m ³	D
2714-2	Installation de transit de déchet non dangereux	900 m ³	D
2910-A-2	Installation de combustion	11 420 kW	DC
2925	Atelier de charge d'accumulateur	851,2 kW	D
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables contenant des gaz inflammables ou des liquides inflammables	32 t	D
4510-2	Produits dangereux pour l'environnement de catégorie aigue 1 ou chronique 1	45 t	DC
4511-2	Produits dangereux pour l'environnement de catégorie chronique 2	100 t	DC
4755	Alcools de bouche	190 m ³	DC
4331	Stockage de liquides inflammables de catégorie 2	26 t	NC
4734-1	Stockage de produits pétroliers en réservoirs enterrés	33,6 t	NC
4734-2	Stockage de produits pétroliers en réservoirs aériens	1,68 t	NC

* A : autorisation / D : déclaration / DC : déclaration avec contrôle / NC : non classé

Vérification du classement SEVESO III

- Vérification de la règle de dépassement direct

Rubrique	Capacité	Seuil Bas	Seuil AS
4320-2	32 tonnes	150 tonnes	500 tonnes
4331	26 tonnes	5 000 tonnes	50 000 tonnes
4510-2	45 tonnes	100 tonnes	200 tonnes
4511-2	100 tonnes	200 tonnes	500 tonnes
4734	35,28 tonnes	2 500 tonnes	25 000 tonnes
4755	150 tonnes*	5000 tonnes	50 000 tonnes

* 190 m³ d'alcools de bouche à une densité de 0,789

La SCALANDES n'est pas directement visée par le régime Seveso III.

- Vérification de la règle de dépassement indirect

Sur le site de la SCALANDES, les rubriques liées aux produits stockés à additionner sont les suivantes :

- 4510, 4511 et 4734 d'une part, dangereux pour l'environnement aquatique,
- 4320, 4331, 4734 et 4755 d'autre part pour leur caractère inflammable.

Les quantités de produits dangereux stockés dans les entrepôts sont présentées ci-après.

	Rubriques (quantité en t)						
	4510	4511	4734	4320	4331	4734	4755
SCALANDES	45	100	35,28	32	26	35,28	150*
Seuil Seveso bas	100	200	2500	150	5 000	2500	5000
Ratio	0,450	0,500	0,014	0,213	0,005	0,014	0,030
Somme	0,964			0,262			

* 190 m³ d'alcool avec une densité de 0,789

La SCALANDES ne relève pas du régime Seveso III par la règle d'addition.

- **Situation au regard de la Loi sur l'Eau**

Tableau 2.9 : Rubrique Loi sur l'Eau

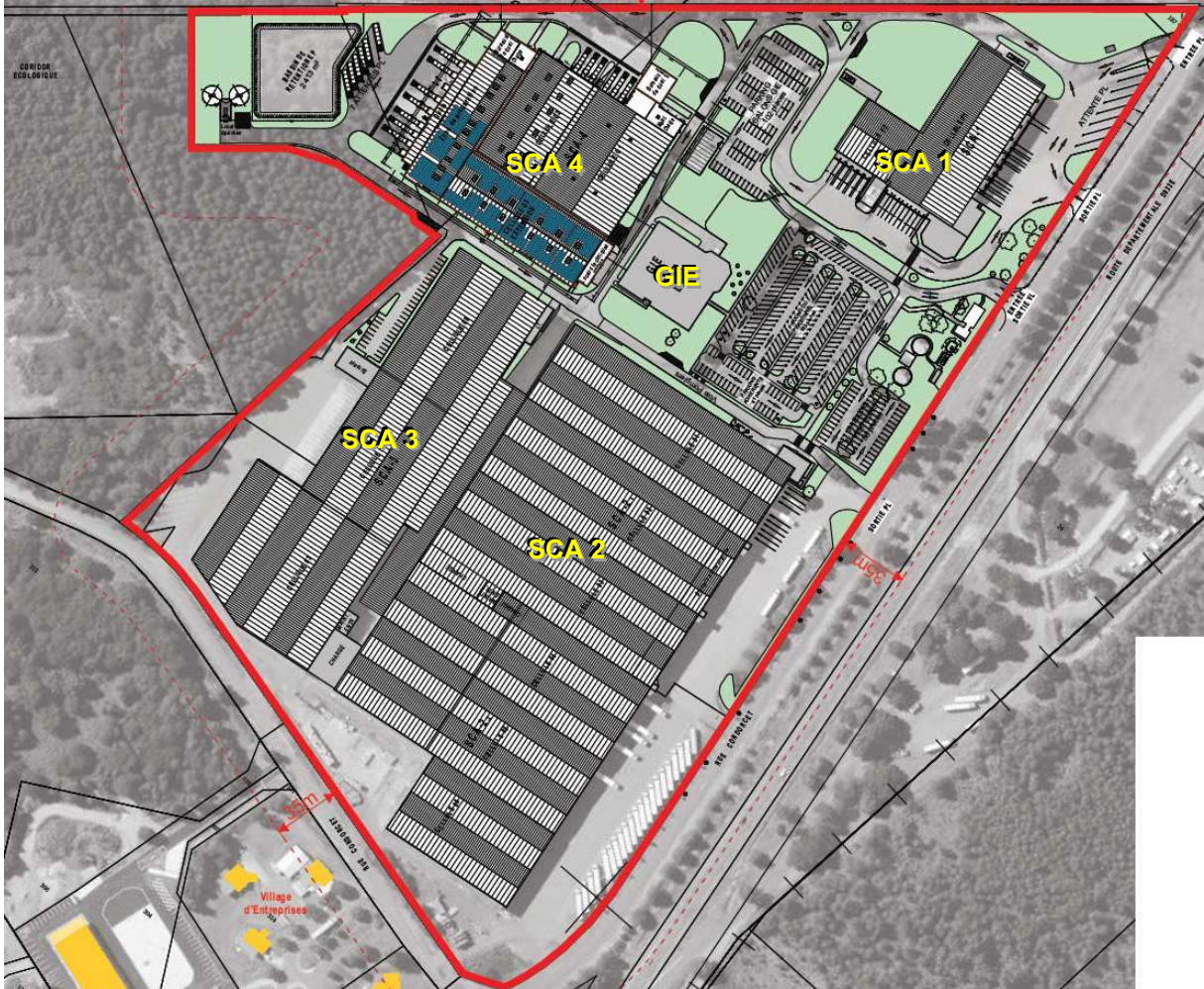
Rubrique	Intitulé	Capacité caractéristique	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	20,6 ha	A

Le site reste soumis à autorisation au titre de la Loi sur l'Eau

III NOTICE D'INCIDENCE

3.1 Impact sur le site

Le site comporte 4 entrepôts (SCA 1 à 4) et 1 bâtiment administratif (GIE) visibles sur l'extrait de plan ci-après.



Les différents entrepôts de la SCALANDES sont implantés sur le site depuis de nombreuses années :

- SCA 1 : construction en 1991, modification en 2015,
- SCA 2 : construction en 1991, extension en 1995,
- SCA 3 : construction en 2004,
- SCA 4 : construction en 2005, extension en 2015 et 2020.

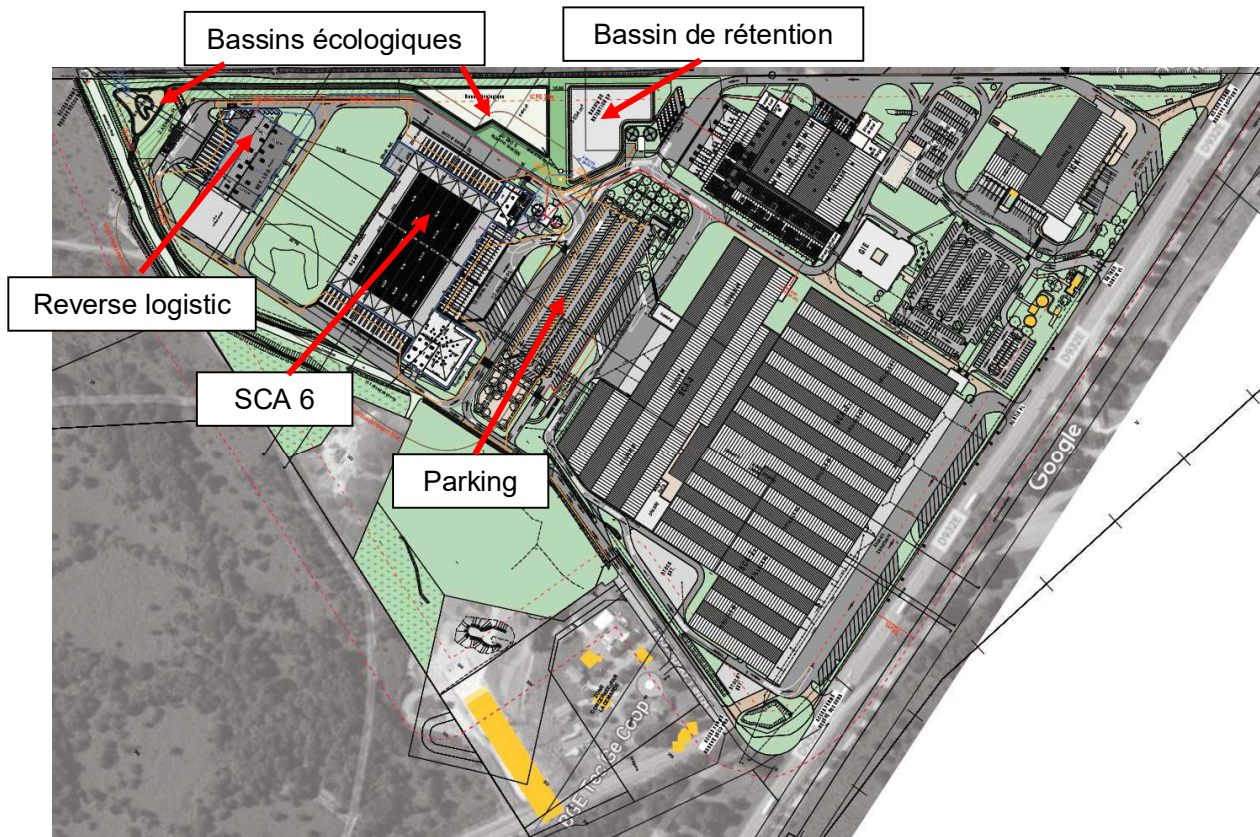
Les constructions/extensions ont été actées par des arrêtés complémentaires.

L'établissement est bordé :

- par la route départementale RD932E, permettant le contournement de la ville de Mont de Marsan à l'Est, puis des espaces boisés, à l'Est ;
- des entreprises, puis des espaces boisés, au Sud ;
- des zones d'activités, à l'Ouest et au Nord.

Un centre d'accueil de gens du voyage est situé en limite de propriété Nord-Ouest.

La future configuration du site est présentée ci-après.



Un diagnostic faune/flore a été réalisé sur ces parcelles et une demande de dérogation d'espèces protégées est fournie en annexe 2 de ce dossier et présente l'ensemble des mesures (évitement, réduction, compensation) prévues dans le cadre du projet.

Une demande d'autorisation de défrichement est nécessaire pour la réalisation du projet : la demande et les pièces annexes sont fournies en annexe 3.

Les zones naturelles recensées à proximité du site sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 3.1 : Liste des zones naturelles recensées à proximité du site

Zones naturelles	Situation par rapport au site	Distance par rapport au site
ZNIEFF II		
Vallée de la Douze et ses affluents (720014255)	Nord-Ouest	1,50 km
Section landaise du réseau hydrographique du Midou (720014214)	Sud	1,45 km
Site d'Intérêt Communautaire (NATURA 2000)		
Réseau hydrographique des affluents de la Midouze (FR7200722)	Nord-Ouest	1,50 km
Réseau hydrographique du Midou et du Ludon (FR7200806)	Sud	1,45 km

Les zones naturelles protégées portent sur 2 zones hydrographiques :
 - le Midou et le Ludon,
 - les affluents de la Midouze.

Chacune de ces zones hydrographiques est protégée par une délimitation NATURA 2000 et une délimitation en ZNIEFF, qui se superposent.

Le site est suffisamment éloigné de ces zones pour que son activité n'ait pas d'impact sur la faune et la flore remarquables qu'elles peuvent contenir.

3.2 Impact sur l'eau

3.2.1 Consommation d'eau et rejet d'effluents

L'activité d'entreposage est peu consommatrice d'eau (environ 3 000 m³ par an) et cette dernière est majoritairement liée aux besoins sanitaires du personnel.

Secondairement, de l'eau est aussi utilisée pour le nettoyage des sols des entrepôts (autolaveuses) et les essais réguliers des installations de sprinklage.

Dans le cadre du projet, une installation de lavage extérieur des camions sera mise en place.

Au terme du projet, il est prévu le nettoyage de 40 camions par semaine, soit, pour une utilisation d'eau de 250 litres par nettoyage, une consommation supplémentaire de 520 m³/an. Ces eaux seront traitées par un débourbeur/déshuileur avant rejet dans le réseau d'eaux usées communal.

L'ensemble des eaux usées est dirigé vers la station d'épuration communale de « Conte » à Mont de Marsan. Cette station d'épuration biologique a une capacité de 30 000 équivalents-habitants.

Les écoulements qui pourraient faire suite à des ruptures de contenants de produits liquides (chocs lors de la manipulation) représentent un faible volume s'écoulant sur le sol des entrepôts et seraient récupérés manuellement (produits absorbants). Il n'y a par ailleurs aucun réseau d'eaux usées au sein des cellules.

3.2.2 Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselant sur le site de la SCALANDES sont recueillies dans 4 réseaux d'eaux pluviales distincts :

- Réseau R1 : Entrepôts SCA 1, SCA 2 (partie 1992), bâtiment GIE ;
- Réseau R2 : Entrepôt SCA 2 (partie 1995) ;
- Réseau R3 : Entrepôt SCA 3 ;
- Réseau R4 : Entrepôt SCA 4.

Chacun de ces réseaux est équipé d'un séparateur à hydrocarbures.

Le réseau R4, le plus récent, dispose d'un bassin de rétention.

Dans le cadre du projet d'extension, l'actuel bassin de rétention du réseau R4 sera étendu pour recevoir les eaux ruisselant sur les nouveaux bâtiments (SCA 6 et Reverse logistic) et les voiries associées.

Le volume de ce nouveau bassin de rétention a été calculé selon l'instruction technique D9A en prenant en compte (calcul en annexe 4) :

- les besoins en eau d'extinction (la plus grande surface non recoupée étant désormais la cellule de stockage de l'entrepôt SCA 6 de 10 061 m²),
- 10 l/m² de surface raccordée.

Son volume sera de 2 200 m³.

Après passage dans ce bassin de rétention et un séparateur à hydrocarbures, les eaux pluviales seront reprises par un poste de relevage pour être dirigées vers les bassins écologiques dont l'objectif est décrit dans le dossier de demande de dérogation des espèces protégées en annexe 2.

3.2.3 Impact des rejets sur l'eau

Les déversements accidentels et les eaux d'extinction d'un incendie pourront être confinés dans le bassin de rétention, sans impact pour le milieu récepteur.

Par temps sec, l'exploitation de l'entrepôt ne génère aucun rejet au milieu naturel, à l'exception des eaux usées (sanitaires, vidange des laveuses de sol) qui rejoignent la station d'épuration communale pour être traitées.

Avant rejet au milieu naturel, les eaux pluviales sont traitées dans un déboureur/séparateur à hydrocarbures dédié, permettant de garantir le respect des valeurs limites de rejet réglementaires :

- MES : 35 mg/l,
- DCO : 125 mg/l,
- Hydrocarbures : 10 mg/l.

La qualité des rejets au milieu naturel est donc maîtrisée aussi bien en fonctionnement normal qu'en fonctionnement accidentel.

3.3 Impact sur l'air

L'exploitation de l'entrepôt engendre peu d'émissions atmosphériques :

- les chariots de manutention sont électriques,
- les chaudières, de faible puissance, utilisent du gaz naturel, combustible peu polluant,
- les groupes électrogènes, utilisant du fioul domestique, ne sont susceptibles d'être utilisés qu'en cas de panne de réseau électrique,
- les installations de réfrigération n'engendrent aucun rejet en fonctionnement normal.

Seules les émissions atmosphériques liées à la circulation des véhicules peuvent être susceptibles d'avoir un impact.

La circulation liée à l'activité actuelle est en moyenne de 236 camions/jour.

Avec l'extension, ce trafic sera porté à 278 camions/jour (soit 84 passages supplémentaires), 1 aller + 1 retour), soit une augmentation de 17%.

L'accès aux entrepôts peut s'effectuer :

- via la D932 puis la rue Monge en provenance du nord,
- via la D932E puis la Rue Monge en provenance du sud.

Les comptages routiers les plus récents (2019) sont présentés ci-après

Voie	Trafic		Augmentation liée à Scalandes ¹	
	Véhicules	Dont camions	Véhicules	Dont camions
D932	13 790	1 655	0,6 %	5,1 %
D932E	21 855	2 594	0,4 %	3,2 %

¹ en considérant que l'ensemble du trafic emprunte la même voie (majorant)

L'augmentation de trafic liée à l'extension ne représente au maximum que 5,1 % du trafic actuel de camion, ce qui est faible à l'échelle du secteur.

3.4 Impact sur le bruit

Les sources de bruit potentielles sur le site sont (ou seront) :

- les installations frigorifiques alimentant les entrepôts SCA 1, SCA 4 et SCA 6,
- les manutentions au sein des entrepôts et le chargement des camions,
- la circulation des véhicules.

En dehors du bruit émis par le site, l'environnement sonore local se caractérise principalement par le trafic de véhicules sur la D 932E.

Les tiers les plus proches se situent à plus de 300 m à l'Ouest du site.

Un contrôle des niveaux sonore a été réalisées en 2013 démontrant que les valeurs limites réglementaires étaient respectées.

Un nouveau contrôle des niveaux sonores sera réalisé après la mise en exploitation des nouveaux entrepôts afin de vérifier la conformité à la réglementation.

3.5 Impact sur les déchets

La gestion des entrepôts génère peu de déchets (palettes cassées, quelques déchets d'emballage).

Ces déchets sont gérés au sein de filières existantes et agréées et il n'est pas prévu d'évolution notable liée à l'extension.

3.6 Impact sur la santé

Les aménagements projetés par la SCALANDES concernent des produits déjà stockés sur le site (produits alimentaires frais et palettes) et ne modifient pas la nature de l'activité.

Aucune substance chimique supplémentaire ne sera présente sur le site et l'exploitation des entrepôts n'est pas de nature à présenter un risque d'impact sanitaire pour les populations proches.

IV DISPOSITIONS PREVUES EN CAS DE SINISTRE

4.1 Dispositions constructives

Les dispositions constructives prévues pour le nouvel entrepôt SCA 6 sont rappelées ci-après :

- Structure : poteaux métalliques R15,
- Parois extérieures : panneaux isothermes Bs3d0,
- Sol : béton A1 fl,
- Couverture : bac acier A2s1d0,
- Isolants de supports de couverture : Bs3d0.

L'entrepôt sera sprinklé.

Les locaux sociaux seront isolés de la cellule de stockage par des parois séparatives coupe-feu REI120 avec portes coupe-feu EI120.

Les locaux de charge posséderont des parois et un plafond coupe-feu REI 120 avec une porte coupe-feu EI120. Ils seront équipés d'un extracteur d'urgence asservi à des sondes de détection d'hydrogène et d'un éclairage de secours ADF.

Les locaux techniques (transformateur, TGBT, local sprinklage) seront construits avec des parois et plafonds coupe-feu REI120 et seront placés à plus de 30 m de l'entrepôt.

Celle du bâtiment Reverse logistic sont rappelées ci-après :

- Structure : poteaux métalliques R15,
- Parois extérieures : parois A2s1d0,
- Sol : béton A1 fl,
- Couverture : bac acier A2s1d0,
- Isolants de supports de couverture : A2s1d0,
- Lanterneaux de désenfumage : non goûtant d0.

Le bâtiment sera désenfumé à hauteur de 2 % de la surface de la cellule ; d'une surface inférieure à 3 000 m², il ne sera pas sprinklé.

Les locaux sociaux seront isolés de la zone de stockage par des parois séparatives coupe-feu REI120 avec portes coupe-feu EI120.

Le local électrique (transformateur, TGBT) sera construit avec des parois et plafonds coupe-feu REI120, avec porte coupe-feu EI120.

4.2 Mesures de prévention du risque d'incendie

Le tableau suivant rappelle les principales mesures destinées à limiter la survenance de sources d'ignition et la défaillance des équipements au sein des entrepôts. Ces mesures générales sont considérées comme des paramètres importants pour la sécurité (IPS).

Tableau 4.2 : Mesures de prévention du risque incendie

Mesures destinées à limiter la survenance de source d'ignition	
Travaux par points chauds/ Permis de feu	Permis de feu applicable pour tous travaux par points chauds (soudage, meulage, brasage,...) et spécifique à toute intervention comportant un risque d'incendie
Interdiction de fumer	Applicable à tout l'établissement Affichée dans l'établissement. Seuls des espaces extérieurs sous abri sont prévus à cet effet.
Interdiction d'apporter du feu	Applicable à tout l'établissement. Information auprès du personnel
Vérification périodique des installations électriques	Contrôle annuel des installations par une société agréée Contrôle thermographique annuel Vérifications périodiques réalisées par le service de maintenance
Mesures destinées à limiter la défaillance des équipements	
Actions préventive et corrective	Le service de maintenance veille au maintien du bon état des équipements pour éviter les dysfonctionnements (échauffements mécaniques).
Vérifications périodiques des autres équipements	Les équipements existants suivants font l'objet de contrôles réguliers : <ul style="list-style-type: none"> • Appareil de levage et de manutention, • Extincteurs et RIA, • Détecteurs incendie, • Installation de sprinklage, • Sondes de détection de gaz (hydrogène et gaz naturel), • Equipements de protection contre la foudre, • Châssis de désenfumage (commande manuelle+asservissement à la détection d'incendie), • Sonde de détection, • Portes coupe-feu et rideaux d'eau, • Système de contrôle centralisé (report d'alarme),
Mesures de détection et de lutte incendie	
Détection incendie	Les locaux techniques et les entrepôts qui ne sont pas sprinklés (1, 4 et Reverse logistic) sont équipés de détecteurs incendie. Le reste des entrepôts est entièrement sprinklé. Le report des alarmes se fait dans la centrale de gestion (astreinte 24h/24, 7j/7).
Centrale d'alarme	Cette centrale permet : <ul style="list-style-type: none"> - d'identifier la zone en alarme ; - d'activer, le cas échéant manuellement, les sirènes générales de tout l'établissement. Procédures et consignes écrites relatives au fonctionnement de la centrale et procédure à observer en cas de déclenchement d'une alarme.
Moyens de lutte incendie	Réseau de RIA. Réseau de bornes incendie alimentées par une motopompe de surpression et 2 réserves de 720 m ³ . Réseau d'extincteurs (Conforme aux règles APSAD). Installations de sprinklage.
Equipiers de sécurité incendie	Des salariés sont entraînés régulièrement pour être capables d'évaluer le début d'un incendie et de mettre en face les moyens appropriés : alerte, intervention en toute sécurité pour maîtriser le début d'incendie.
Procédure d'évacuation	<ul style="list-style-type: none"> - Exercices d'évacuation organisés tous les ans. - Désignation de guides d'évacuation et d'un point de rassemblement. - Réseaux de Bloc Autonome d'Eclairage de Sécurité. - Réalisation et affichage dans tout l'établissement de plans d'évacuation. - Présence d'exutoires de fumées à commande manuelle favorisant l'évacuation des fumées et gaz chauds et facilitant le cas échéant l'évacuation du personnel (entrepôts SCA 2, SCA 3 et Reverse logistic).

4.3 Moyens de défense contre l'incendie

En complément des moyens d'extinction portatifs présents au sein des entrepôts (extincteurs et RIA), un réseau de bornes incendie est présent à proximité de l'entrepôt.

Le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie a été évalué conformément aux dispositions de l'instruction technique D9 (version juin 2020, cf. annexe 4).

L'entrepôt majorant les besoins est désormais SCA 6 et ces derniers s'établissent à 450 m³/h, soit 900 m³ sur 2 heures.

Le réseau de poteaux incendie est alimenté par une motopompe de surpression connectée à 2 réserves de 720 m³ (soit 1 440 m³) au total.

Les volumes d'eau disponibles seront en adéquation avec les besoins.

4.4 Modélisation du risque incendie

4.4.1 Objectifs

L'objectif des calculs est d'évaluer les distances d'effets du rayonnement thermique dégagé par l'incendie des nouveaux entrepôts (SCA 6 et Reverse logistic).

Les flux thermiques rayonnés pris en compte, tels que définis par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont les suivants :

- Pour les effets sur les structures :
 - 5 kW/m², seuil de destructions de vitres significatives,
 - 8 kW/m², seuil des effets domino et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures,

- Pour les effets sur l'homme :
 - 3 kW/m², seuil des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine,
 - 5 kW/m², seuil des effets létaux délimitant la zone des dangers graves pour la vie humaine mentionnée à l'article L.515-16 du code de l'environnement,
 - 8 kW/m², seuil des effets létaux significatifs délimitant la zone des dangers très graves.

4.4.2 Choix du modèle

L'utilisation du modèle FLUMILOG est exigée pour les modélisations d'incendie dans des entrepôts soumis aux rubriques n°1510 ou 1511 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Une modélisation des conséquences d'un incendie de l'extension de l'entrepôt a donc été réalisée avec ce modèle FLUMILOG.

Le développement du modèle Flumilog a été assuré par l'INERIS, le CTICM et le CNPP, auxquels sont venus s'associer l'IRSN et Efectis France.

L'outil a été construit sur la base d'une confrontation des différentes méthodes utilisées par ces centres techniques, complétée par des essais à moyenne échelle et d'un essai à grande échelle.

Cette méthode FLUMILOG concerne les entrepôts entrant dans les rubriques ICPE 1510, 1511, 1530, 2662, 2663 et plus globalement aux rubriques concernant des combustibles.

La documentation actuelle associée au modèle est limitée à la « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt – Partie A ». La partie B relative à la validation de la méthode et ses limites d'utilisation n'est pas disponible à ce jour.

4.4.3 Méthode appliquée

La méthode développée dans FLUMILOG permet de modéliser l'évolution de l'incendie depuis l'inflammation jusqu'à son extinction par épuisement du combustible. Elle prend en compte le rôle joué par la structure et les parois tout au long de l'incendie :

- d'une part lorsqu'elles peuvent limiter la puissance de l'incendie en raison d'un apport d'air réduit au niveau du foyer,
- d'autre part lorsqu'elles jouent le rôle d'écran thermique plus ou moins important au rayonnement avec une hauteur qui peut varier au cours du temps.

Les flux thermiques sont donc calculés à chaque instant en fonction de la progression de l'incendie dans la cellule et de l'état de la couverture et des parois.

Les différentes étapes de la méthode sont présentées :

- Acquisition et initialisation des données d'entrée :
 - données géométriques de la cellule, nature des produits entreposés, le mode de stockage,
 - détermination des données d'entrée pour le calcul : débit de pyrolyse en fonction du temps, comportement au feu des toitures et parois...
- Détermination des caractéristiques des flammes en fonction du temps (hauteur moyenne et émittance). Ces valeurs sont déterminées à partir de la propagation de la combustion dans la cellule, de l'ouverture de la toiture.
- Calcul des distances d'effet en fonction du temps. Ce calcul est réalisé sur la base des caractéristiques des flammes déterminées précédemment et de celles des parois résiduelles susceptibles de jouer le rôle d'obstacle au rayonnement.

4.4.4 Caractéristiques des produits stockés

Devant la grande diversité des produits stockés (produits de la grande distribution), la modélisation a été réalisée à partir de palettes associées par défaut par FLUMILOG à la rubrique à la rubrique 1511 pour l'entrepôt SCA 6. Pour le Reverse logistic, destiné à abriter un stockage de palettes, des palettes bois ont été utilisées pour la modélisation.

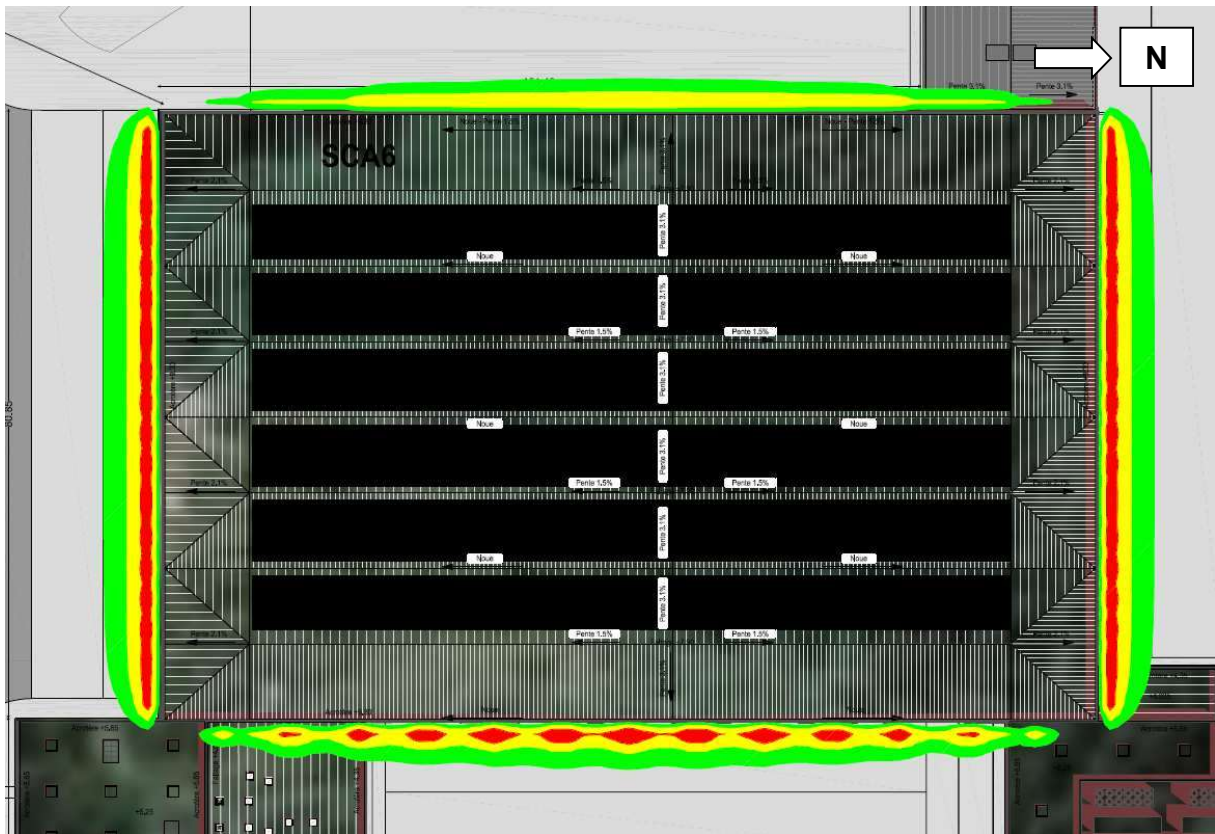
4.4.5 Caractéristiques des entrepôts

Les dispositions constructives intégrées pour la modélisation sont détaillées dans le rapport de calcul joint en annexe 5.

4.4.6 Résultats du calcul

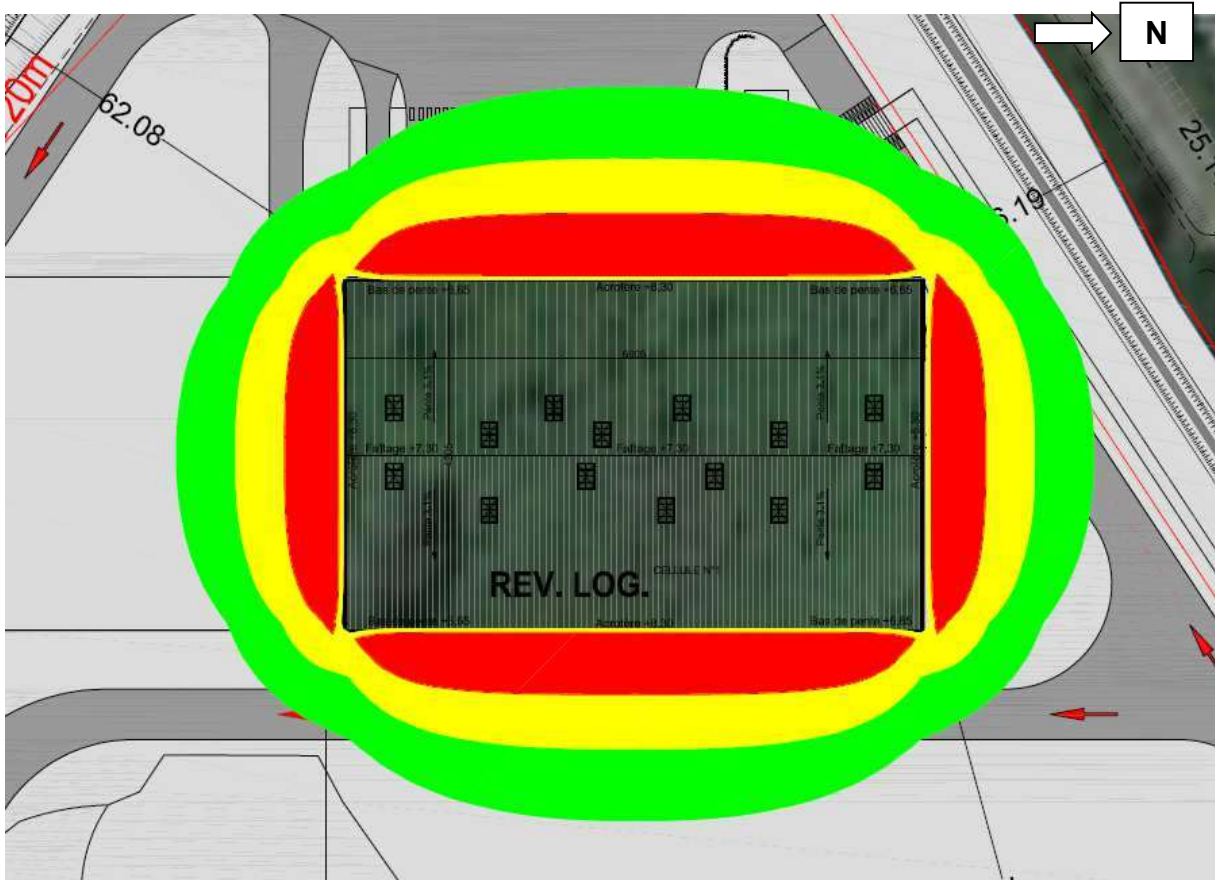
Les rapports de calculs sont joints en annexe 5. Les flux thermiques sont présentés ci-après. Nous rappelons que la modélisation réalisée représente une **approche majorante** pour car, du fait de l'utilisation de FLUMILOG, elle est réalisée sur la base d'un remplissage complet des entrepôts, ce qui n'est jamais le cas en exploitation.

Figure 4.3 - Plan des zones de flux thermiques – SCA 6



Les flux thermiques ne sortent pas des limites de propriété et n'atteignent aucun autre entrepôt.

Figure 4.4 - Plan des zones de flux thermiques - Reverse logistic



Les flux thermiques ne sortent pas des limites de propriété et n'atteignent aucun autre entrepôt.

V EVALUATION DU CARACTERE NON SUBSTANTIEL

Les modifications induites par le projet d'extension de la SCALANDES sont évaluées dans le présent chapitre au regard des critères de l'article R181-46 du Code de l'Environnement relatif aux modifications substantielles.

5.1 CRITERES POUR UNE MODIFICATION SUBSTANTIELLE

Au sens de l'article, une modification est considérée comme substantielle si elle répond à un des critères présentés ci-après :

Critère A – Augmentation de capacité devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale, en application du II de l'article R 122-2.

Critère B – Dépassement d'un des seuils fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Critère C – Modification de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3.

5.2 APPLICATION

Critère A :

Les modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique sont listées en annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Le projet n'est soumis à aucune rubrique entraînant une évaluation environnementale systématique.

Il est concerné la rubrique relative au défrichement de l'annexe de l'article R122-2 : une demande d'examen au cas par cas a été soumise à l'autorité environnementale qui a statué sur l'absence de nécessité d'évaluation environnementale (décision en annexe 6).

Critère B :

En l'absence de nouvel arrêté, nous nous sommes basés sur les critères de l'arrêté du 15/12/09 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R 512-33, R 512-46-23 et R 512-54 du code de l'environnement.

Les activités du site ne sont pas concernées par les points I, II et III de l'arrêté du 15/12/2009.

Le point IV indique, qu'est considérée comme substantielle : « *toute modification qui atteint en elle-même les seuils indiqués au sein des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.* »

Le site ne relevant d'aucune rubrique 3000 (directive IED) : la modification n'est pas substantielle selon ce critère.

Critère C :

Les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 sont les suivants :

- commodité du voisinage,
- santé, sécurité, salubrité publiques,

- agriculture,
- protection de la nature, de l'environnement, des paysages,
- utilisation rationnelle de l'énergie,
- conservation des sites et des monuments historiques et du patrimoine archéologique,
- gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

D'autres intérêts sont mentionnés mais ils concernent des installations ou autorisation spécifiques (quotas d'émission de gaz à effet de serre, création de réserve naturelles, activité de gestion de déchets, production d'électricité,...) qui ne concernent pas la société SCALANDES.

Conformément à l'article R 181-46, l'objet de ce présent dossier est de fournir à l'administration les éléments d'évaluation des dangers et inconvénients vis-à-vis de ces intérêts.

Le projet ne comprend aucune nouvelle rubrique, seules des modifications de rubriques existantes.

Le présent dossier a permis de montrer que l'extension envisagée sera réalisée en intégrant toutes les mesures permettant de ne pas modifier les impacts du site vis-à-vis de son environnement.

Par ailleurs, les mesures de sécurité existantes et celles qui ont été présentées dans le cadre du projet sont proportionnées aux risques et les simulations d'incendie ont permis de vérifier que, même avec une défaillance des barrières de sécurité, il n'y a pas d'impact pour les riverains.

Annexes

- Annexe 1** Arrêté d'autorisation du 24 octobre 2019
- Annexe 2** Demande de dérogation d'espèces protégées
- Annexe 3** Demande d'autorisation de défrichement
- Annexe 4** Calculs des besoins en eau et des volumes de rétention selon les instructions techniques D9 et D9A
- Annexe 5** Rapports de calculs des flux thermiques (FLUMILOG)
- Annexe 6** Décision examen au cas pas cas
- Plan P1** Plan de localisation sur fond IGN
- Plan P2** Plan d'environnement
- Plan P3** Plan de masse
- Plan P4** Plan des intérieurs

Annexe 1

Arrêté d'autorisation d'exploiter 24 octobre 2019



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES LANDES

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau du développement local
et de l'ingénierie territoriale

Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté DCPAT n°2019-634

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation d'un entrepôt
à Mont-de-Marsan par la société SCALANDES**

**Le préfet des Landes,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et son titre 1^{er} du livre V
- Vu** la nomenclature des installations classées
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatique ;
- Vu** les actes en date des 28 avril 1992, 20 juillet 1995, 20 juin 2005 et 24 octobre 2005 antérieurement délivrés à SCALANDES pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Mont-de-Marsan ;
- Vu** le porter à connaissance du 18 avril 2019, présenté par SCALANDES dont le siège social est situé 430 rue Monge - 40000 Mont-de-Marsan, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'étendre un entrepôt situé ZA Pémégan - 430 rue Monge - 40000 Mont-de-Marsan ;
- Vu** la décision d'examen au cas par cas en date du 27 août 2019, ne soumettant pas le projet d'extension à évaluation environnementale, et concluant que le projet relève de l'article R.181-46 II du Code de l'environnement ;
- Vu** l'avis émis par la DDTM des Landes le 19 août 2019 ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 3 octobre 2019 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 26 septembre 2019 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** les courriers électroniques des 27 septembre, 30 septembre et 1^{er} octobre 2019 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 15 de l'ordonnance du 26 janvier 2017, les autorisations délivrées avant le 1er mars 2017 sont considérées comme des autorisations environnementales ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à étendre un bâtiment existant sur 4 495 m² ;

CONSIDÉRANT que le projet comprend également un renforcement de la défense incendie, avec la création de 2 réserves de 720 m³ ;

CONSIDÉRANT que l'extension nécessitera le déplacement du bassin de collecte des eaux pluviales ;

CONSIDERANT que l'extension impliquera le défrichement de 0 ha 59a 30 ca de bois situés sur la commune de Mont-de-Marsan ;

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du code forestier ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de subordonner l'autorisation de défrichement au versement d'une indemnité au fonds stratégique de la forêt et du bois étant donné la surface défrichée (article L.341-6 du code forestier),

CONSIDERANT le rôle économique fort de la forêt défrichée au sein du massif des Landes de Gascogne,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SCALANDES, dont le siège social est situé 430 rue Monge - 40000 Mont-de-Marsan, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date des 28 avril 1992, 20 juillet 1995 et 20 juin 2005 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants situées ZA Pémégan - 430 rue Monge - 40000 Mont-de-Marsan

La présente autorisation environnementale unique tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;

Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 28 avril 1992, 20 juillet 1995, 20 juin 2005 et 24 octobre 2005 sont supprimées par le présent arrêté, hormis celles concernant les dispositions constructives et le désenfumage, à savoir :

- AP 28/04/1992 : articles 39 à 45, article 64.
- AP 20/06/2005 : articles 28.1 à 28.9
- AP 24/10/2005 : articles 2.2 à 2.6

Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales "enregistrement", pris en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, sont applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Seuil de la rubrique	Régime*
1510-1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts (...) à l'exception des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Bâtiments SCA2 et SCA3 : 507 930 m ³	≥ 300 000 m ³	A
1511-3	Entrepôts frigorifiques	Bâtiments SCA1 et SCA4 : 19 200 m ³	Entre 5 000 et 50 000 m ³	DC
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 : Emploi dans des équipements clos en exploitation, équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg	Installation SCA1-GF2 (R449A) : 140 kg Installation SCA1-GF5 (R449A) : 100 kg Installation SCA4-2006 (R449A) : 900 kg Installation SCA4-2015 (R134A) : 330 kg Installation SCA4-2019 (R1234ze) : 400 kg	≥ 300 kg	DC
1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Stockage de palettes : 1350 m ³	Entre 1 000 et 20 000 m ³	D
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stockage de plastiques récupérés des magasins : 900 m ³	Entre 100 et 1 000 m ³	D
2910-A2	Installation de combustion, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, (...), du fioul domestique ...	Chaudière au gaz naturel : 400 kW Groupes électrogènes de secours au fioul : 1870 kW (SCA1) et 1700 kW (SCA4) Total : 3,97 MW	Entre 1 et 20 MW	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	SCA1 : 44,5 kW SCA2 : 46,4 et 167,6 kW SCA3 : 147,5 kW SCA4 : 22,3 kW, 17,3 kW et 40,6 kW Total : 482,2 kW	> 50 kW	D

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Seuil de la rubrique	Régime*
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité totale stockée : 32 t	Entre 15 et 150 t	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Quantité totale stockée : 45 t	Entre 20 et 100 t	DC
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Quantité totale stockée : 100 t	Entre 100 et 200 t	DC
4755-2b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables, lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %	Quantité totale stockée : 190 m³	Entre 50 et 500 m³	DC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Quantité totale stockée : 26 t	< 50 t	NC
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, en stockage enterré	Gasoil, en cuve enterrée double peau : 2x20 m³. Capacité totale : 33,6 t	< 250 t	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, en stockage aérien	Fioul domestique : 1 m³, soit 0,84 t	< 50 t	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes:

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Surface de collecte : 14,4 ha	A

A Autorisation

D Déclaration

NC Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Mont-de-Marsan	CA 29p, 30, 221, 222	Pémégnan

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'entrepôt est construit sur un terrain de 144 000 m² et comprend 4 bâtiments ayant la vocation suivante :

- SCA1 : température contrôlée positive (0-2°C), entreposage de produits frais, fruits et légumes
- SCA2 : température ambiante, entreposage de produits alimentaire, liquides, alcools, droguerie, hygiène
- SCA3 : température ambiante, entreposage de produits alimentaire, liquide, palettes magasins
- SCA4 : température contrôlées négative (-20°C), entreposage de produits alimentaire surgelé

En complément, un bâtiment, GIE abrite des bureaux, le service informatique et le restaurant d'entreprise.

Les installations citées ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 1.2.4 Autres limites de l'autorisation

Les déchets plastique collectés proviennent exclusivement des magasins de l'enseigne « Leclerc ».

Article 1.2.5 Statut de l'établissement

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Les opérations de défrichement visées au TITRE 10 du présent arrêté doivent être réalisées dans un délai maximum de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.5 Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 1.5.6 Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Dates	Textes
-------	--------

11/04/2017	arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
04/10/2010	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
27/03/2014	arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511
29/02/2016	arrêté ministériel relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés
29/05/2000	arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925
23/01/1997	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
05/12/2016	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration
06/06/2018	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2714
03/08/2018	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
23/12/1998	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510, 4741 ou 4745
23/12/1998	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511

Article 1.6.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.1.3 Horaires de fonctionnement

Le site fonctionne 24h/24h 7j/7.

Les livraisons des camions se feront essentiellement dans la plage horaire 5h – 22h.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 RÉCOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ

Sous un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations.

Il doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'Inspection des installations Classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Article 2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.5.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
Article 1.5.2	Mise à jour des études d'impact et de danger	Lors de toute modification substantielle
ARTICLE 1.5.5	Changement d'exploitant	Dans le mois suivant le changement d'exploitant
ARTICLE 1.5.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
CHAPITRE 2.7	Récolement aux prescriptions	1 an après la notification de l'arrêté

Article 2.8.2 Récapitulatif des contrôles à effectuer

L'exploitant est tenu de réaliser les contrôles suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicités / échéances
Article 7.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores	Un 3 mois au maximum après la mise en service de l'installation.
Article 8.4.1	Vérification du matériel électrique	1 fois par an
Article 8.4.5	Vérification des protections contre la foudre	vérification visuelle : tous les ans ou dans le mois suivant un impact par la foudre vérification complète : tous les 2 ans
Article 8.7.2	Vérification des moyens d'intervention incendie	selon fréquence visée dans l'article
Article 8.7.5.1	Test du plan de défense incendie	tous les 2 ans

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.3 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible
1	Installations thermiques	400 kW	Gaz naturel
2	Groupe électrogène SCA1	1 870 kW	Fioul domestique
3	Groupe électrogène SCA4	1 700 kW	Fioul domestique

Article 3.2.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	La hauteur du débouché à l'air libre de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion est conforme à l'Arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion)	Installations thermiques	5

Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101 300 Pa), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³), la teneur en oxygène étant ramenée à 3 %.

Unité de combustion	Combustibles	Paramètres	Valeur limite en concentration
Groupe électrogène	Fioul domestique	Oxydes de soufre en équivalent SO ₂ (mg/Nm ³)	60
Installations thermiques	Gaz naturel	Oxydes de soufre en équivalent SO ₂ (mg/Nm ³)	35
		Oxydes d'azote en équivalent NO ₂ (mg/Nm ³)	100
		Poussières (mg/Nm ³)	5

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.1.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans la limite de 22 000 m³/an. Ils proviennent du réseau public de distribution d'eau potable.

Les eaux pluviales de toiture sont collectées. Elles peuvent être réutilisées dès lors que l'usage d'eau potable n'est pas obligatoire. Les réseaux de distribution d'eau pluviale doivent mentionner explicitement la nature de l'eau distribuée.

Article 4.1.2 Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

4.1.2.1 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.2.1.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.2.1.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.2.1.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (notamment celles collectées dans le bassin de confinement),
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les **eaux polluées** : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,...
- les **eaux résiduaires après épuration interne** : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur .
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,
- les **eaux de purge** des circuits de refroidissement.

Article 4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'un nettoyage a minima annuel.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.5 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux domestiques, eaux de nettoyage des sols
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan
Conditions de raccordement	convention de raccordement du 28 octobre 2004

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales de la zone R4
Débit maximum	10 L/s (surface imperméabilisée : 24 945 m ²)
Exutoire du rejet	réseau d'eau pluvial communal

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Eaux pluviales des zones R1 à R3
Débit maximum	non régulé
Exutoire du rejet	réseau d'eau pluvial communal

Article 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.6.1 Conception

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Pour le rejet n°1, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet

4.3.6.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

CHAPITRE 4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur

4.4.1.1 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Code Sandre	Concentrations instantanées (mg/L)
MES	1305	30
DCO	1314	120
DBO5	1313	30
hydrocarbures totaux	9969	10

4.4.1.2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux exclusivement pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

La collecte des eaux pluviales est gérée par zones distinctes, ainsi réparties :

- réseau R1 : bâtiments SCA1, SCA2 (partie 1992), bâtiment GIE
- réseau R2 : bâtiment SCA2 (partie 1995)
- réseau R3 : bâtiment SCA3
- réseau R4 : bâtiment SCA4

Chaque réseau est pourvu d'un séparateur à hydrocarbures, dimensionné pour faire face à l'afflux d'eaux générés par une pluie de fréquence décennale. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

Le réseau R4 est relié à un bassin de rétention situé en amont du séparateur à hydrocarbures. Ce bassin peut être confondu avec le bassin identifié à l'Article 8.5.2, sous réserve que le volume minimal prévu au sein de cet article soit maintenu disponible.

Article 4.4.2 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Article 5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

Les déchets de plastiques issus des magasins de l'enseigne "Leclerc" sont entreposés sur une aire extérieure. L'entreposage doit être réalisé de manière à ne pas créer de pollution à l'extérieur du site.

L'établissement met en œuvre des dispositions pour prévenir les envols de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Nature du déchet	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Cartons	2 t
	Plastiques	1 t
	Papiers	3 t
	DIB	2,8 t
	Palettes	1 t
	Ferraille	15 t
	Verre	1 t
	Déchets fermentescibles	2 t
Déchets dangereux	Accumulateur – Batterie	1 t
	Piles	1 kg
	Néons	190 kg
	D3E	4 t
	Déchets d'infirmerie	10 g
	Cartouches d'imprimante	20 kg
Produits dangereux	DDTQ Spéciaux : Bases Chlorées (casse)	200 kg
	DDTQ Spéciaux : Corrosif (casse)	500 kg
	Produits standards : Lessive (sans picto corrosif)	1,2 t
	Aérosol (casse)	80 kg

Article 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.6 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Déchets non dangereux

Désignation déchets	Code déchet	Quantité produite annuellement
Cartons	15 01 01	1 300 t
Plastiques	15 01 02	95 t
Papier	15 01 01	20 t
DIB	20 01 99	162 t
Palettes	15 01 03	5 t
Ferraille	20 01 40	30 t
Verre	15 01 07	36 t
Déchets fermentescibles	02 02 99 et 02 03 99	85 t

Déchets dangereux

Désignation	Code déchet	Quantité produite annuellement
Accumulateur – batteries	16 06 01*	1 t
Piles	16 06 03* ou 16 06 04	1 kg
Néons	20 01 21*	190 kg
D3E	16 02 11* ou 16 02 14	4 t
Contenu séparateurs hydrocarbures	13 05 08*	45 t
Déchets d'infirmier	18 01 03*	10 g
Cartouches imprimantes	08 03 17* ou 08 03 18	100 kg
DDTQ Spéciaux : Bases Chlorées (casse)	06 02 05*	1 t
DDTQ Spéciaux : Corrosif (casse)	16 03 05*	1 t
Produits standards : Lessive (sans picto corrosif)	20 01 15*	10 t
Aérosol (casse)	16 05 04*	100 kg

Article 5.1.7 Autosurveillance des déchets

5.1.7.1 Déchets expédiés

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

5.1.7.2 Déchets générés

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, l'origine (magasins de l'enseigne ou produit au sein de l'entrepôt de Mont-de-Marsan), leur classement dans la nomenclature déchets, la quantité des déchets détenus et leurs dates et moyens d'élimination. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise un bilan annuel des déchets produits sur site et des déchets en provenance des magasins de l'enseigne.

Article 5.1.8 Transit de déchets des magasins

Les déchets de plastique des magasins de l'enseigne sont autorisés à transiter sur le site. Ceux-ci font l'objet d'un contrôle visuel avant acceptation sur site. Ces déchets sont ensuite expédiés vers une filière adaptée et dûment autorisée.

5.1.8.1 Registre des déchets entrants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets, leur provenance, ainsi que la nature des opérations qu'ils vont subir sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :

- La date de réception
- Le nom et l'adresse du détenteur des déchets,
- La nature et la quantité de chaque déchets reçus (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du Code de l'environnement),
- L'identité du transporteur des déchets,
- Le numéro d'immatriculation du véhicule,
- L'opération subie par les déchets dans l'installation.

5.1.8.2 Prise en charge

L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants définies à l'article ci-dessus.

5.1.8.3 Stockage

La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas neuf mois.

Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Le stockage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

5.1.8.4 Opération de tri et de regroupement

Les déchets triés sont entreposés afin de prévenir les risques de mélange.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier, les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.

Article 6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

L'étiquetage, les conditions de stockage et d'élimination des produits biocides doivent être conformes aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 19 mai 2004 (produits en régime transitoire) ou conforme à l'article 69 du règlement n°528/2012 et aux dispositions de son autorisation de mise sur le marché.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 6.2.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006,
- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances telles qu'elles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n° 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.4 Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
1 et 1'	59	49
2	58	55
4	62	56
5	65	57
6	65	57

Les points n° 1, 1', 2, 4, 5 et 6 sont définis ci-dessous et représentés sur le plan joint en annexe I

niveaux acoustiques en limite de propriété	
1 et 1'	le long de la rue Condorcet
2	à l'Ouest du site
4	à l'Est du site, rue Monge
5	à l'ouest du site
6	en façade nord

Article 7.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 3 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

Article 7.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 7.4.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 8.2 GÉNÉRALITÉS

Article 8.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 8.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'Article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.2.4 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture d'une hauteur minimale de 1,75 m.

Article 8.2.5 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Article 8.2.6 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.3.1 Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

8.3.1.1 Bâtiments existants

Les dispositions constructives visées au sein des arrêtés préfectoraux des 28 avril 1992, 20 juillet 1995, 20 juin 2005 et 24 octobre 2005 s'appliquent aux bâtiments auxquels ils font référence, sans préjudice des prescriptions visées au sein du présent article.

8.3.1.2 Bâtiment SCA4 – extension

Outre l'ensemble des dispositions du point 4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/2014, l'extension du bâtiment SCA4 respecte les mesures constructives suivantes :

- isolement du bâtiment existant par des parois séparatives coupe-feu REI120 avec prolongement en façade de 1 m et avec un dépassement en toiture de 1 m
- au droit de SCA3, un mur REI 120 est mis en place sur 4 m de haut

Article 8.3.2 Intervention des services de secours

8.3.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Les aires de stationnement des moyens de secours et les accès aux issues et quais de déchargement sont aménagés conformément aux dispositions des points 3.3 et 3.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Article 8.3.3 Désenfumage

Les dispositions relatives au désenfumage visées au sein des arrêtés préfectoraux des 28 avril 1992, 20 juillet 1995, 20 juin 2005 et 24 octobre 2005 s'appliquent aux bâtiments auxquels ils font référence, sans préjudice des prescriptions visées au sein du présent article.

8.3.3.1 Bâtiment SCA4 - extension

L'extension du bâtiment SCA4 respecte l'ensemble des dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 27/03/2014.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.4.1 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 8.4.2 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 8.4.3 Systèmes de détection et extinction automatiques

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Article 8.4.4 Arrêt d'urgence

Les dispositifs d'arrêt d'urgence de type « coup de poing » des réseaux d'énergie sont visibles et facilement accessibles par les équipes de secours.

Article 8.4.5 Protection contre la foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.5.2 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 100 m³ avant rejet vers le milieu récepteur.

Le volume nécessaire à ce confinement a été déterminé en prenant en compte :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie,
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement

La vidange de ce bassin de confinement suivra les principes imposés par l'article 4.4.1.2 du présent arrêté.

Le volume de confinement doit être maintenu disponible et les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Article 8.5.3 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Article 8.5.4 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 8.5.5 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 8.5.6 Elimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 8.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.6.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.6.2 Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

8.6.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,

- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Article 8.6.3 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 8.6.4 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 8.6.5 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

CHAPITRE 8.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 8.7.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

Article 8.7.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Hydrants (débit et pression)	Annuelle

Article 8.7.3 Ressources en eau

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée de 2 réservoirs d'une capacité unitaire de 720 m³
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par la réserve visée à l'alinéa précédent, via une motopompe de surpression.
- les prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont localisées à moins de 100 m des façades des bâtiments de stockage
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés (sauf SCA1) ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie (bâtiments SCA2 et SCA3) ;
- d'un système de détection automatique d'incendie (locaux techniques, bâtiments SCA1 et SCA4)

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Article 8.7.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 8.7.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs et des autorités auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

8.7.5.1 Plan de défense incendie

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule, et les études de danger réalisées en application de l'Article 1.5.2 du présent arrêté.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'Article 8.3.3 ;
- la localisation des interrupteurs centraux permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues à l'Article 8.7.7
- les modalités de transmission de l'état des stocks et de leur localisation, aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est tenu à jour, il fait l'objet d'une révision lors de toute modification d'installation, et a minima tous les 2 ans.

Un test de mise en œuvre des dispositions de ce plan est réalisé a minima tous les 2 ans.

Article 8.7.6 Gestion des retours d'expérience

La détection des accidents et des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances de mesures de prévention, sont réalisées afin d'organiser les enquêtes et les analyses nécessaires, pour remédier aux défaillances détectées et pour assurer le suivi des actions correctives. Des bilans réguliers seront établis.

Article 8.7.7 Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie.

TITRE 9 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA CHAUFFERIE

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolés par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;
- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;
- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges en matériaux A2 s1 d0 (M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU LOCAL DE CHARGE DES BATTERIES

Les chargeurs seront regroupés dans des locaux spécifiques, accolés aux bâtiments de stockage. Ils sont aménagés comme suit :

Article 9.2.1 Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Murs séparatifs REI 120 avec l'entrepôt et les bureaux,
- Porte intérieur EI 120, muni d'un dispositif de fermeture automatique,
- Portes extérieures (issues de secours) pare-flammes de degré ½ heure
- Amenée d'air par la porte chariot constamment ouverte,
- Imperméabilisation du sol,
- Les eaux résiduaires (acides) seront collectées dans un puisard étanche pour permettre une neutralisation (pH entre 5,5 et 8,5). La vidange de ce puisard ne pourra se faire que par un système de pompage manuel ou électrique,
- Des cartouches-fusibles et relais disjoncteurs protégeront les chargeurs contre toute surcharge pouvant induire un court-circuit ou une explosion de batterie,
- Une affiche sur la porte du local signalera l'interdiction de fumer ou de pénétrer avec une flamme (permis de feu à établir le cas échéant).
- Une couverture incombustible,
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 9.2.2 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Une ventilation par extracteur mécanique asservie à la charge des batteries est mise en place de façon à éviter une accumulation d'hydrogène,

Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après :

*Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :

$$Q = 0,05 * n * I$$

*Pour les batteries dites à recombinaison :

$$Q = 0,0025 * n * I$$

où

Q = débit minimal de ventilation, en m³/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I = courant d'électrolyse, en A

Article 9.2.3 Seuil de concentration limite en hydrogène

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

CHAPITRE 9.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX BÂTIMENTS DE STOCKAGE

Article 9.3.1 Stockage à température ambiante

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, et 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.

Article 9.3.2 Stockage réfrigéré

9.3.2.1 Généralités

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

De plus, pour les matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé (à l'exception de celles uniquement corrosives, nocives ou irritantes), leur hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur et des moyens de prévention et de protection adaptés sont mis en place.

La distance d'éloignement des stockages par rapport aux parois des cellules définie aux B et C peut être inférieure si elle est couverte par la qualification du système d'extinction automatique.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

Tout stockage est interdit dans les combles. Les combles sont accessibles en toutes circonstances.

9.3.2.2 Stockages en vrac, en masse et autogerbés

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.

Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule pour les matières stockées en vrac. Pour les autres stockages définis dans cet article, cette distance minimale permet le passage d'un piéton pour accéder à ces stockages.

Les matières conditionnées en masse sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 500 mètres carrés ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 8 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres.

Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables sont stockées de la manière suivante :

- les îlots au sol ont une surface limitée à 1 000 mètres carrés ;
- la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;
- la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres.

9.3.2.3 Stockages dans des supports de stockage porteurs tels que rayonnages ou palettiers

Les matières stockées dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres. Une hauteur supérieure est possible :

- soit en présence d'un système extinction automatique ;
- soit, pour les cellules à température négative, en cas de présence d'un système de détection haute sensibilité, avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Cette conformité est justifiée par un document synthétique précisant clairement les conditions de validité.

La distance par rapport aux parois de la cellule pour les stockages en rayonnage ou en paletier est supérieure ou égale à 0,15 mètre

CHAPITRE 9.4 ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT DE L'ÉNERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

Les installations de production d'électricité par systèmes photovoltaïques respectent les dispositions de la section V : dispositions relatives aux équipements de production électricité utilisant l'énergie photovoltaïque de l'Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifiée et sont exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation et notamment :

Les modules photovoltaïques sont installés au-dessus de l'extension du bâtiment SCA4. Aucun module n'est installé à moins de 5 mètres d'un mur coupe feu 2h.

Les installations de production d'électricité par systèmes photovoltaïques sont équipées d'un dispositif permettant aux sapeurs-pompiers ou autres intervenants d'isoler les éléments de production du reste de l'installation. L'isolement doit se faire à proximité immédiate des séries de panneaux. La mise en œuvre de ce dispositif doit être possible à partir d'un poing unique situé au plus près du dispositif de sectionnement de l'arrivée du réseau public (EDF) et clairement identifié. Ces installations ainsi protégées sont mises hors de portée du personnel non habilité. L'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule.

Les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas installés en façade du bâtiment.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution.

L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 10 DÉFRICHEMENT

CHAPITRE 10.1 NATURE DE L'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Le bénéficiaire désigné à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie de 0ha 59a 30ca la parcelle suivante :

Commune	Section	Parcelle	Surface de la parcelle	Surface a defricher par parcelle
Mont-de-Marsan	CA	29	2,4090	0,5930

CHAPITRE 10.2 LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Article 10.2.1 Nature de la compensation

La présente autorisation est subordonnée au versement au fonds stratégique de la forêt et du bois d'une indemnité d'un montant de 4 388,20 € correspondant au calcul suivant :

Indemnité = surface défrichée X coefficient X (coût de mise à disposition du foncier + coût moyen d'un boisement (résineux)) avec :

- * coût de mise à disposition du foncier = 2500 €/ha
- * coût moyen du boisement = 1200 €/ha
- * coefficient = 2 (rôle économique fort)

Article 10.2.2 Mise en œuvre de la compensation financière

Le bénéficiaire de l'autorisation dispose d'une durée maximale d'un an à compter de la notification de la présente décision pour verser au fonds stratégique de la forêt et du bois l'indemnité visée ci-dessus.

A l'issue de ce délai d'un an, si aucune formalité n'a été accomplie, l'indemnité de 4 388,20 € sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si le bénéficiaire renonce au défrichement projeté.

CHAPITRE 10.3 AFFICHAGE

L'autorisation de défrichement fait l'objet par les soins du bénéficiaire d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement, il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement.

TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ- EXÉCUTION

CHAPITRE 11.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être contesté devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, 50, cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la décision leur a été notifiée.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 11.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de Mont-de-Marsan et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté y est affiché pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 11.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental des territoires et de la mer des Landes, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Mont-de-Marsan et à la société SCALANDES.

Fait à Mont-de-Marsan, le

24 OCT. 2019



Frédéric VEAUX

Table des matières

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	2
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	2
Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	2
Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	2
Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement.....	3
CHAPITRE 1.2 Nature des installations.....	3
Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	3
Article 1.2.2 Situation de l'établissement.....	5
Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées.....	5
Article 1.2.4 Autres limites de l'autorisation.....	5
Article 1.2.5 Statut de l'établissement.....	5
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	5
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation.....	5
Article 1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité.....	5
CHAPITRE 1.5 Modifications et cessation d'activité.....	5
Article 1.5.1 Modification du champ de l'autorisation.....	5
Article 1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	6
Article 1.5.3 Équipements abandonnés.....	6
Article 1.5.4 Transfert sur un autre emplacement.....	6
Article 1.5.5 Changement d'exploitant.....	6
Article 1.5.6 Cessation d'activité.....	6
CHAPITRE 1.6 Réglementation.....	6
Article 1.6.1 Réglementation applicable.....	6
Article 1.6.2 Respect des autres législations et réglementations.....	7
TITRE 2 Gestion de l'établissement.....	8
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations.....	8
Article 2.1.1 Objectifs généraux.....	8
Article 2.1.2 Consignes d'exploitation.....	8
Article 2.1.3 Horaires de fonctionnement.....	8
CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	8
Article 2.2.1 Réserves de produits.....	8
CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage.....	8
Article 2.3.1 Propreté.....	8
Article 2.3.2 Esthétique.....	9
CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu.....	9
Article 2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu.....	9
CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents.....	9
Article 2.5.1 Déclaration et rapport.....	9
CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
Article 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
CHAPITRE 2.7 Récolement aux prescriptions de l'arrêté.....	9
CHAPITRE 2.8 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	10
Article 2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	10
Article 2.8.2 Récapitulatif des contrôles à effectuer.....	10

TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	11
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	11
Article 3.1.1 Dispositions générales.....	11
Article 3.1.2 Odeurs.....	11
Article 3.1.3 Voies de circulation.....	11
CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet.....	12
Article 3.2.1 Dispositions générales.....	12
Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées.....	12
Article 3.2.3 Conditions générales de rejet.....	12
Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	13
TITRE 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	14
CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	14
Article 4.1.2 Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux en cas de sécheresse.....	14
CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides.....	14
CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	15
Article 4.3.1 Identification des effluents.....	15
Article 4.3.2 Collecte des effluents.....	15
Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	16
Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement.....	16
Article 4.3.5 Localisation des points de rejet.....	16
Article 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	17
CHAPITRE 4.4 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	17
Article 4.4.2 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	18
Article 4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement.....	18
TITRE 5 - Déchets produits.....	19
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion.....	19
Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets.....	19
Article 5.1.2 Séparation des déchets.....	19
Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	20
Article 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	20
Article 5.1.5 Transport.....	21
Article 5.1.6 Déchets produits par l'établissement.....	21
Article 5.1.7 Autosurveillance des déchets.....	22
Article 5.1.8 Transit de déchets des magasins.....	22
TITRE 6 - Substances et produits chimiques.....	24
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	24
Article 6.1.1 Identification des produits.....	24
Article 6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	24
CHAPITRE 6.2 Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	24
Article 6.2.1 Substances interdites ou restreintes.....	24
Article 6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes.....	24
Article 6.2.3 Substances soumises à autorisation.....	25
Article 6.2.4 Produits biocides - Substances candidates à substitution.....	25
Article 6.2.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat).....	25
TITRE 7 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....	26
CHAPITRE 7.1 Dispositions générales.....	26
Article 7.1.1 Aménagements.....	26
Article 7.1.2 Véhicules et engins.....	26
Article 7.1.3 Appareils de communication.....	26

CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques.....	26
Article 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence.....	26
Article 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	26
Article 7.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	27
CHAPITRE 7.3 Vibrations.....	27
Article 7.3.1 Vibrations.....	27
CHAPITRE 7.4 Émissions lumineuses.....	27
Article 7.4.1 Émissions lumineuses.....	27
TITRE 8 - Prévention des risques technologiques.....	28
CHAPITRE 8.1 Principes directeurs.....	28
CHAPITRE 8.2 Généralités.....	28
Article 8.2.1 Localisation des risques.....	28
Article 8.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	28
Article 8.2.3 Propreté de l'installation.....	28
Article 8.2.4 Contrôle des accès.....	28
Article 8.2.5 Circulation dans l'établissement.....	28
Article 8.2.6 Étude de dangers.....	29
CHAPITRE 8.3 Dispositions constructives.....	29
Article 8.3.1 Comportement au feu.....	29
Article 8.3.2 Intervention des services de secours.....	29
Article 8.3.3 Désenfumage.....	30
CHAPITRE 8.4 Dispositif de prévention des accidents.....	30
Article 8.4.1 Installations électriques.....	30
Article 8.4.2 Ventilation des locaux.....	30
Article 8.4.3 Systèmes de détection et extinction automatiques.....	30
Article 8.4.4 Arrêt d'urgence.....	30
Article 8.4.5 Protection contre la foudre.....	30
CHAPITRE 8.5 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	31
Article 8.5.1 Organisation de l'établissement.....	31
Article 8.5.2 Réentions et confinement.....	31
Article 8.5.3 Réservoirs.....	32
Article 8.5.4 Règles de gestion des stockages en rétention.....	33
Article 8.5.5 Stockage sur les lieux d'emploi.....	33
Article 8.5.6 Elimination des substances ou mélanges dangereux.....	33
CHAPITRE 8.6 Dispositions d'exploitation.....	33
Article 8.6.1 Surveillance de l'installation.....	33
Article 8.6.2 Travaux.....	33
Article 8.6.3 Consignes d'exploitation.....	34
Article 8.6.4 Interdiction de feux.....	34
Article 8.6.5 Formation du personnel.....	34
CHAPITRE 8.7 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	35
Article 8.7.1 Définition générale des moyens.....	35
Article 8.7.2 Entretien des moyens d'intervention.....	35
Article 8.7.3 Ressources en eau.....	35
Article 8.7.4 Consignes de sécurité.....	35
Article 8.7.5 Consignes générales d'intervention.....	36
Article 8.7.6 Gestion des retours d'expérience.....	36
Article 8.7.7 Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance.....	36
TITRE 9 Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	38
CHAPITRE 9.1 Dispositions particulières applicables à la chaufferie.....	38
CHAPITRE 9.2 Dispositions particulières applicables au local de charge des batteries.....	39

Article 9.2.1 Comportement au feu des bâtiments.....	39
Article 9.2.2 Ventilation.....	39
Article 9.2.3 Seuil de concentration limite en hydrogène.....	39
CHAPITRE 9.3 Dispositions particulières applicables aux bâtiments de stockage.....	40
Article 9.3.1 Stockage à température ambiante.....	40
Article 9.3.2 Stockage réfrigéré.....	40
CHAPITRE 9.4 Équipement de production d'électricité utilisant de l'énergie solaire photovoltaïque....	41
<i>TITRE 10 Défrichage.....</i>	<i>42</i>
CHAPITRE 10.1 Nature de l'autorisation de défrichage.....	42
CHAPITRE 10.2 Les mesures de compensation et d'accompagnement.....	42
Article 10.2.1 Nature de la compensation.....	42
Article 10.2.2 Mise en œuvre de la compensation financière.....	42
CHAPITRE 10.3 Affichage.....	42
<i>TITRE 11 Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....</i>	<i>43</i>
CHAPITRE 11.1 Délais et voies de recours.....	43
CHAPITRE 11.2 Publicité.....	43
CHAPITRE 11.3 Exécution.....	43

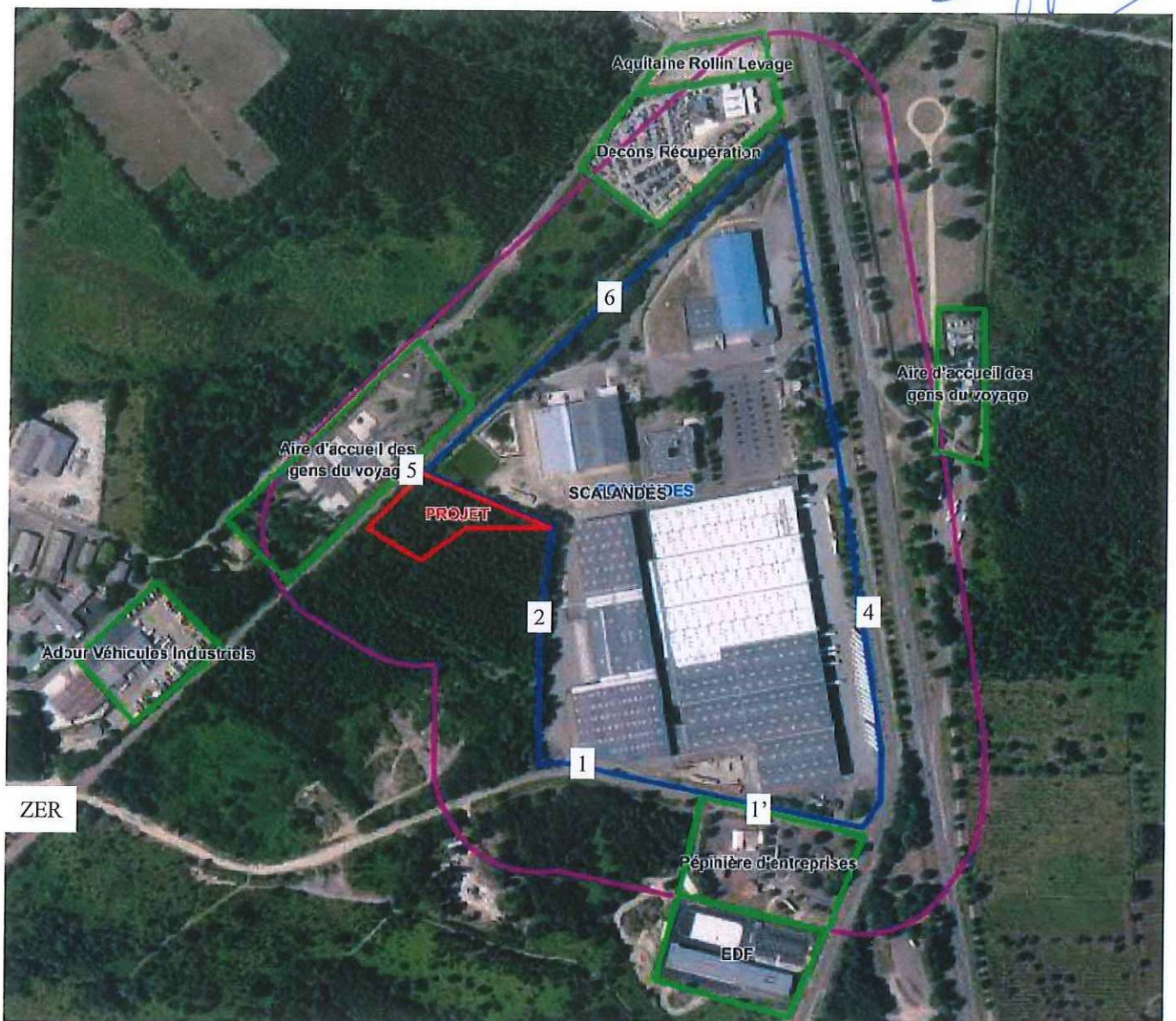
Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de
ce jour.
Mont-de-Marsan, le 24 OCT. 2019

ANNEXE 1 : plan d'implantation

LE PREFET



Vu pour être annexé
à mon arrêté en date de
ce jour.
Mont-de-Marsan, le 24 OCT. 2019
LE PREFET



Annexe 2

Demande de dérogation espèces protégées